

LA FAIM DANS LE MONDE

notre dossier pages 9 à 14

lutte **ouvrière**

**Espagne :
dans
l'attente du
référéndum**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 432 - 11 décembre 1976 - prix : 3 F

P. 20

Le conflit du Parisien Libéré :

p. 4 et 5

LES TRAVAILLEURS CONTRE LES LICENCIEMENTS



Le R.P.R: un tremplin pour Chirac

sommaire

DANS LE MONDE

Page 20 :

— Espagne : un référendum significatif.

EN FRANCE

Pages 4 et 5 :

— Le conflit du Parisien libéré : une affaire politique.

Page 6 :

— Dissolution de l'UD-Gironde. Maire veut faire marcher la CFDT au pas.
— Arrêt immédiat des poursuites contre les militants iraniens !
— Les mines continuent à tuer.

Page 7 :

— Taxe professionnelle : Barre recule devant le mécontentement de la droite.
— Un candidat PCF à l'horizon 81 ?

Page 8 :

— Caisse d'épargne de Paris : deux mois de grève, la lutte continue.
— Une réunion Lutte Ouvrière au Crédit Lyonnais.
— Congrès CGT des cheminots : l'on sait à quoi s'en tenir.

Pages 15 et 16 :

— Lu avec intérêt.
— La fusion de Révolution ! et de la GOP.
— Municipales : proposition d'accord national LCR-LO.

DOSSIER

Pages 9 à 14 :

LA FAIM DANS LE MONDE

— Un produit de l'impérialisme.
— Mourir de faim au XX^e siècle.
— Les raisons de la faim et les faux remèdes.
— C'est le socialisme qui vaincra définitivement la famine.

DIVERS

Page 17 :

— Livres : Te voilà un ennemi de la Constitution, de Peter Schneider ; Le fou et les rois, de Marek Halter.

Page 18 :

— Dossiers de l'écran : le Parlement et les Français.
— Radio : Bellemare refait l'histoire ; Histoire d'un jour sur Europe n° 1.

Page 19 :

— Films : Le coup de grâce ; Une fille unique ; Le grand escogriffe ; Josey Wales, hors-la-loi.
— Exposition : Le Parisien chez lui au XIX^e siècle.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Le RPR : UN TREMPLIN POUR CHIRAC

Manifestement, Chirac vient de réussir son OPA sur l'UDR. L'opération avait commencé il y a plus de deux ans mais elle trouve aujourd'hui une confirmation spectaculaire.

C'est en décembre 1974 que Chirac s'était imposé par un premier coup de force au secrétariat général de l'UDR. Et il lui fallait déjà une certaine audace pour prendre la tête d'un parti qu'il avait en quelque sorte lâché quelques mois plus tôt, lors des élections présidentielles, en se joignant au candidat des Républicains Indépendants, Giscard d'Estaing, contre le candidat de son propre parti, Chaban Delmas !

Mais Chirac se retrouvait gagnant

sur tous les tableaux : il était à la fois Premier ministre de Giscard et secrétaire général de l'UDR. Il mit son équipe en place.

Il est en 1976 promu grand coordonnateur de la majorité. Mais qu'il soit Premier ministre, secrétaire général de l'UDR, grand coordonnateur ou simple député de la Corrèze, Chirac est avant tout chiraquien.

Et il n'hésite pas, en août 1976, à lâcher à son tour Giscard pour laisser à d'autres le soin de risquer l'impopularité par une politique économique d'austérité. Que l'UDR se débrouille avec la formation du nouveau gouvernement !

S'il se présente aujourd'hui comme

le grand rassembleur, l'héritier du gaullisme, l'homme capable de sauver la majorité ; s'il a su reprendre en force l'UDR, la secouer, lui donner un nouveau sigle et peut-être un nouveau souffle, c'est aussi qu'il vise plus loin et plus haut que les élections législatives.

L'objectif de Chirac, c'est l'Elysée. Les godillots en pleine grogne et grand désarroi, à la recherche d'un nouveau grand chef, l'ont élu « président » du RPR. Président, un titre bien symbolique. Reste à savoir si cela sauvera leurs petits postes. Et reste à savoir si cela suffira à faire de ce politicien ambitieux et retors un futur chef d'Etat.

C.B.

LE BUDGET DE L'ASSEMBLEE EUROPEENNE :

UN VOTE DE CIRCONSTANCE

Curieux résultat que le vote au Parlement du projet d'extension des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne ! La Majorité quasi unanime a voté pour — y compris les députés RPR. Par contre, c'est la gauche qui s'est trouvée divisée : le PS s'est prononcé pour le projet, tandis que le PC votait contre.

Le Parti Socialiste a donc profité de l'occasion pour redire à qui veut l'entendre qu'il n'est pas marié avec le PCF. Il a aussi profité de ce vote circonstanciel pour rappeler à Giscard et son gouvernement qu'il est prêt, à l'occasion, à le soutenir et

que sa politique n'est pas celle d'un cantonnement systématique dans l'opposition.

Quant au PCF, cela lui a permis une fois de plus de souligner la nécessité d'affirmer sa personnalité et son originalité dans l'Union de la gauche. Et c'est sans trop de hargne que tant les députés communistes à la Chambre, le 7 décembre, que Marchais, le lendemain à la télévision, ont pu reprocher aux socialistes d'être prêts à accepter « que soit aliénée la souveraineté de la France ».

Mais il n'y a rien de très nouveau dans tout cela. Les divergences entre le PC et le PS sur l'Europe sont une vieille histoire. C'est pourquoi le Programme commun de la gauche était resté volontairement ambigu sur la question. Et c'est pourquoi aujourd'hui, aussi bien le PC que le PS peuvent l'invoquer pour justifier leurs votes respectifs.

Giscard pense peut-être avoir introduit un coin entre les « alliés » de l'Union de la gauche. Mais le coin ne fera pas croûter l'édifice.

M.V.

L'INJUSTICE DES FLAGRANTS DÉLITS

Jeudi 9 décembre, une cinquantaine d'avocats parisiens se sont rassemblés aux abords de la 23^e chambre correctionnelle, où sont jugés les flagrants délits, afin de protester contre cette procédure. Cette nouvelle manifestation contre les « Flags » fait suite à de nombreuses autres.

Il faut dire que cette procédure est d'une injustice flagrante. Des années et des années de prison sont distribuées, souvent pour des

broutilles. Les peines sont toujours très lourdes, comparées aux délits.

Par exemple, à l'audience du 7 décembre, un an a été donné pour une affaire de « violence ». Un autre prévenu qui n'avait jamais eu de condamnation a eu deux ans pour une rixe entre automobilistes.

Chaque jour c'est la même chose et ceux qui comparaissent devant cette procédure sont des gens pauvres, qui n'ont pas les moyens de se défendre. Et cela rend cette procé-

sure encore plus odieuse. Depuis plusieurs mois, des avocats, des magistrats protestent. Ils demandent une réforme des flagrants délits, qui permettrait d'organiser mieux la défense des prévenus ainsi que l'étude des dossiers.

Il est certain que la suppression de la procédure des flagrants délits devient urgente, même si cette réforme ne changera pas fondamentalement le caractère de classe de la justice.

DE LA POUDRE AUX YEUX

Tandis que les économistes multiplient les diagnostics pessimistes sur l'avenir de l'économie française et que Barre donne aux patrons l'autorisation de licencier, le gouvernement tente d'amuser la galerie avec une série de mesures dites sociales.

Mais qu'il s'agisse de l'emploi des jeunes ou des cadres, des congés supplémentaires pour les travailleurs manuels enceintes ou de l'aménagement du travail posté, les propositions du gouvernement restent dérisoires.

La réalité, c'est un million de chômeurs, la réalité c'est la baisse accélérée du pouvoir d'achat.

Cela ne se règlera pas au conseil des ministres, cela se règlera quand les travailleurs prendront l'offensive pour faire payer la crise aux bourgeois.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

LUTTE OUVRIERE (1)

pour une période de un an : prix, 90 F.
pour une période de six mois : prix, 50 F.

LUTTE DE CLASSE pour un période de un an : prix, 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE pour une période de un an : prix, 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10.A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. (1) Rayer les mentions inutiles.

MANŒUVRES ÉLECTORALES CONTRE LES TRAVAILLEURS

EDITORIAL

Les hommes politiques de la bourgeoisie ont décidément la manière pour faire du neuf avec du vieux. Voilà la vieille organisation gaulliste, déjà tant de fois baptisée et rebaptisée, promue au rang de Rassemblement Pour la République, par la grâce de Chirac. Il est évident qu'il ne s'agit ni d'un nouveau parti ni de nouveaux hommes.

Depuis dix-huit ans, l'UDR est au gouvernement. Depuis dix-huit ans et jusqu'au départ de Chirac, elle fournissait le Premier ministre. Elle était donc associée à toutes les décisions du gouvernement. C'est une situation où l'on s'use. L'UDR l'a bien compris en 1974, quand son candidat s'est fait devancer par le Républicain Indépendant Giscard d'Estaing.

Un compromis de fait avait été alors passé entre les partis de la majorité. Mais ce compromis, Chirac l'a dénoncé cet été en quittant volontairement le gouvernement.

La création du RPR, c'est-à-dire l'opération de rajeunissement de l'UDR, n'est que la suite logique de ce geste. Le RPR n'a rien de neuf à proposer aux gaullistes, si ce n'est une réserve plus marquée par rapport au gouvernement. « Le RPR est dans la majorité » a certes dit Chirac, à la tribune, Porte de Versailles. Mais les congressistes ont surtout applaudi les propos critiques vis-à-vis du gouvernement.

En fait, l'UDR, bien qu'elle fournisse encore des ministres au gouvernement, ne tient pas à endosser le discrédit que les mesures gouvernementales entraînent dans l'électorat de droite. Face à la crise, elle choisit donc de prendre ses distances, avec prudence mais avec ostentation. Le plan Barre, la taxation de la plus-value, le super-impôt, elle tient à dire que ce n'est pas elle qui en est responsable, ni même solidaire. L'UDR se fait même, plus ou moins ouvertement, le porte-parole du mécontentement de la droite vis-à-vis du gouvernement.

On ne parle pas d'opposition, bien sûr, mais c'est quand même sur la base d'une opposition au gouvernement que la vieille UDR rassemble ses troupes. Et la fonction du RPR, dans l'esprit de ses promoteurs, est de reprendre, grâce à son faux air d'opposant, les voix que la majorité est en train de perdre. Ce jeu vise à rétablir la suprématie de l'UDR sur les RI et à permettre du même coup à la majorité de se tirer d'affaire dans les prochaines consultations électorales.

C'est en tout cas ce que dit le RPR, et très clairement. Son but est de mettre en échec les « tenants du collectivisme », c'est-à-dire les partis de l'Union de la gauche. Le dire est une chose, le réussir en est une autre.

Et pour l'instant l'opération se réduit à un grand coup de fanfare.

Aujourd'hui, Chirac se pose en sauveur de la majorité et en même temps joue à l'opposant implicite. C'est là un jeu difficile à mener et qui ne peut tromper personne, en tout cas pas les travailleurs. Et c'est un jeu d'autant plus difficile à mener que les élections sont prévues pour 1978. Giscard vient encore de le confirmer. D'ici là, il faudra au RPR à la fois soutenir le gouvernement, comme dans le vote sur les pouvoirs budgétaires du Parlement européen, et s'en démarquer.

Pour lancer le RPR, Chirac a dû quelque peu brusquer les choses et chauffer ses troupes. Il lui faudra peut-être pendant plus d'un an maintenir la pression, tout en louvoyant.

Personne aujourd'hui, c'est manifeste, dans la majorité, ne souhaite la cassure. Elle risquerait de lui coûter cher électoralement. Mais la coexistence pacifique entre giscardiens et gaullistes ne sera pas facile. Et il n'est pas sûr que Chirac puisse contenir la pression de ses propres troupes. La situation politique de la majorité peut donc à tout moment déboucher sur une querelle ouverte.

Ce sont là les problèmes de la majorité. Des problèmes qui sont déterminés par des préoccupations uniquement électorales, mais qui se déroulent sur un fond de crise sociale. Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces querelles, vraies ou fausses, comme ils n'ont rien à attendre de cette échéance électorale que tout le monde, à droite comme à gauche, prépare fébrilement. Ce qui préoccupe tous les partis, c'est de gagner les élections. Ce qui préoccupe les travailleurs, c'est de refuser l'austérité qu'on leur impose aujourd'hui et que la gauche parle de poursuivre demain.

Les travailleurs ne veulent pas d'austérité, ni forcée ni consentie. Et pour défendre leurs intérêts, ils ont d'autres moyens que les élections. La classe ouvrière peut, et c'est un problème urgent, vital pour elle, s'opposer dès maintenant aux attaques délibérées dont est l'objet son niveau de vie, celui des retraités et des petites gens. Elle peut s'opposer au chômage. Elle peut refuser de payer les frais de la crise. Elle a pour cela ses armes de classe, la grève, la manifestation, bien plus puissantes, bien plus efficaces qu'un bulletin de vote placé dans une urne tous les quatre ou sept ans !

On ne tond pas les lions, on ne tond que les moutons.

Arlette LAGUILLER

ERRATUM

Dans le dernier éditorial, une phrase a sauté à la composition. Comme cette phrase ajoutait une nuance importante, nous tenons à le signaler à nos lecteurs qui n'auraient pas pu rétablir d'eux-mêmes.

Le paragraphe complet doit donc se lire :

« Au lieu de cela, Force Ouvrière revendique la dissolution du CID-UNATI et, sans aller jusque-là, la CGT voue elle aussi à la vindicte des travailleurs l'organisation de Gérard Nicoud. Mais c'est exactement la même politique que celle de Nicoud et du CID-UNATI qui, même quand ils s'en défendent, dressent les petits commerçants contre les travailleurs, en refusant de s'attaquer au gouvernement lui-même. Mais c'est exactement ce que le gouvernement, ce que Barre et Giscard peuvent souhaiter de mieux. Toute leur politique consiste à essayer de dresser les uns contre les autres les travailleurs et les petits commerçants, à essayer de faire croire aux travailleurs que ce sont les petits commerçants qui sont responsables de la vie chère et à essayer de faire croire aux petits commerçants que les travailleurs sont responsables de l'inflation et de leurs malheurs. »

Quand Barre vient s'excuser

Qu'un gouvernement envoie ses flics contre les travailleurs, voilà qui n'a rien de surprenant. Mais qu'un Premier ministre vienne justifier à la télévision l'intervention des forces de police, cela est beaucoup plus rare. Pourtant c'est ce qu'a fait Raymond Barre, après le coup de force des CRS contre les travailleurs du **Parisien libéré**. Il est donc venu déclarer, entre autres, « qu'il était nécessaire que la décision de justice fût exécutée, que les problèmes sociaux et humains posés par le conflit du Parisien libéré soient résolus ».

Si Barre a éprouvé le besoin de venir se justifier le lendemain de

l'intervention policière, c'est peut-être à cause de la réaction vigoureuse des travailleurs. Mais c'est d'abord, et avant tout, à une partie de la droite qu'il a adressé ses excuses, puisque l'intervention policière décidée par le gouvernement a eu lieu le jour même où se tenait le congrès de constitution du RPR.

Et là, de la tribune de ce congrès, les orateurs ont accusé le gouvernement de « maladresse » voire de « manœuvres méprisables » ayant pour effet de provoquer une grève de la presse, réduisant ainsi l'audience du rassemblement. Et même Lecanuet, pourtant très proche de Giscard, n'a

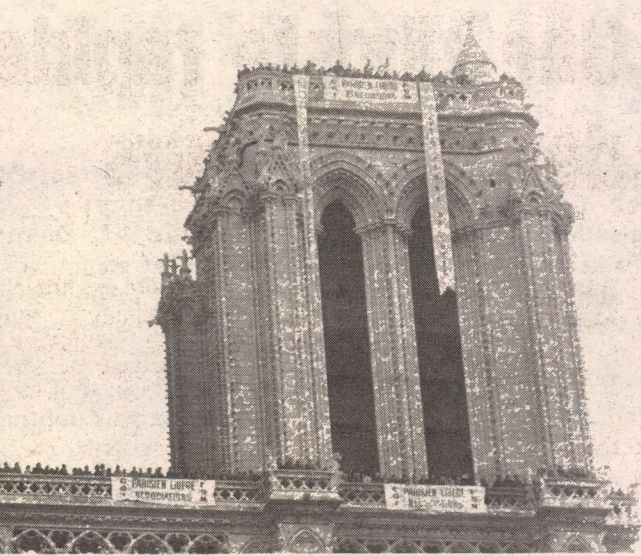
pas manqué lui non plus de relever la « coïncidence » entre l'évacuation par les forces policières de l'imprimerie du **Parisien libéré** et la tenue le jour même d'une réunion des Réformateurs.

On ne sait pas, bien sûr, si la décision prise par le gouvernement était une simple coïncidence ou un mauvais calcul de sa part. Quoi qu'il en soit, si Barre avait voulu faire preuve d'autorité, le moins qu'on puisse dire est qu'il a raté son coup. Les RI et le gouvernement ne sortent pas gagnants de l'affaire aux yeux mêmes de la majorité.

Georges LATTIER

LE CONFLIT DU "PARISIEN LIBÉRÉ" :

Une offensive du gouvernement contre la classe ouvrière



Depuis le début du conflit, les travailleurs du Parisien libéré ont manifesté à plusieurs reprises de façon spectaculaire. Ci-dessus, le 17 octobre 1975, à la Porte Saint-Denis ; ci-dessous, le 6 octobre 1975 à Notre-Dame ; ci-contre, le 10 juin 1976, place de la République, au départ de l'épreuve de marche à pied Paris-Strasbourg. (AFP - Norma)



Depuis le début du conflit du Parisien Libéré, le gouvernement s'est toujours trouvé du côté d'Amaury contre les travailleurs. L'enjeu de la lutte était de taille. Amaury avait décidé, en tenant tête aux grévistes du Parisien, de mener une bataille contre le tout-puissant syndicat du Livre CGT. Il n'est donc pas surprenant qu'il ait trouvé à ses côtés le gouvernement. Puis, lorsque les travailleurs ont fait la chasse aux exemplaires du Parisien, tout a été mis en œuvre pour aider Amaury à sortir son journal. Les imprimeries ont été protégées, les convois aussi. La justice, de son côté, a condamné sévèrement les travailleurs pris. Quant aux différentes manifestations des travailleurs, elles ont été plusieurs fois dispersées à coups de matraque.

Aujourd'hui, avec l'intervention policière, ce soutien du gouvernement est visible aux yeux de tous et personne ne peut le nier.

Malgré les propos de Beullac, le ministre du Travail, annonçant que le gouvernement proposait un médiateur pour tenter de régler le conflit, le geste le plus spectaculaire, celui qui replace tous ces propos dans leur vraie signification, c'est l'évacuation des grévistes, les bulldozers en tête, pour «libérer» le Parisien.

Et cette fois, plus encore qu'un soutien à Amaury, c'est un soutien au patronat en général, à tous les patrons qui souhaitent licencier et qui l'ont dit par la bouche de leur représentant.

Ceyrac, le patron des patrons, puis Beullac, le ministre du Travail, ont récemment, dans des déclarations officielles, justifié le droit pour les patrons de licencier. Ces déclarations sont à replacer dans un contexte où les patrons, avec l'appui du gouvernement, ont décidé de faire payer la crise aux travailleurs. Il n'est donc pas surprenant que, dans ce conflit du Parisien Libéré, le gouvernement se soit retrouvé comme un seul homme derrière Amaury. Au travers des grévistes du Parisien Libéré, c'est toute la classe ouvrière qui est visée. L'émotion et la colère ressenties par les travailleurs sont plus que légitimes. Les négociations en cours au Parisien Libéré ne peuvent régler le problème de fond, qui est celui des licenciements, non seulement dans la presse, mais dans tous les secteurs de la production.

Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la crise. Leur mobilisation doit déboucher sur une action offensive.

Pierre PLUMIER.

Les patrons de la presse contre le syndicat du Livre

C'est en mars 1975 que le conflit a commencé. Le 3 mars, Amaury annonce son intention de fermer l'imprimerie de la rue d'Enghien, de supprimer ses éditions régionales ainsi que le grand format du Parisien et de licencier plusieurs centaines de travailleurs. Dès le lendemain, trois cents ouvriers cessent de percevoir leur salaire.

D'un bout à l'autre du conflit, l'attitude d'Amaury sera invariable : intransigence totale, pas question de négocier. Cette hargne du magnat de la presse s'explique par les buts qu'il poursuit dans cette affaire. Pour lui, il s'agit d'abord de moderniser, de rentabiliser son entreprise en introduisant des techniques nouvelles et, partant, en licenciant massivement. Mais le conflit sera aussi pour Amaury l'occasion de tenter de briser le syndicat de la presse CGT.

Le monopole de l'embauche et la puissance du syndicat

Organisation quasi unique dans le Livre, la CGT organise (du moins à Paris) toute la vie de la corporation et détient jusqu'à présent le monopole de l'embauche dans la presse. Dans la quasi-totalité des cas, il faut posséder sa carte syndicale pour travailler dans une imprimerie de presse. Le syndicat organise la formation pro-

fessionnelle, fait passer lui-même les examens d'aptitude et place les travailleurs.

Cette position particulière du syndicat et essentiellement due à deux facteurs : au caractère très périssable de la presse (une grève de quelques heures suffit à empêcher la sortie d'une édition) mais aussi à la qualification élevée que nécessitait le travail dans l'imprimerie.

Il faut dire que, durant plusieurs décennies, les divers accords signés entre syndicat et patronat ont bien arrangé ce dernier. En échange de salaires élevés et de divers avantages sociaux, les patrons de la presse avaient la garantie d'une main-d'œuvre qualifiée et d'une paix sociale indispensable à toute parution régulière.

La mutation technique

Or l'introduction de nouvelles techniques d'imprimerie (offset et photocomposition) a modifié la situation présente, en permettant aux magnats de la presse non seulement de réduire leur personnel, mais aussi d'employer, en partie, une main-d'œuvre moins qualifiée et moins organisée. Cette lutte contre la rigidité de la main-d'œuvre ne pouvait donc passer que par un combat contre celui qui l'incarnait : le syndicat. C'est ce qu'a entrepris un Amaury, approuvé par tout le patronat de la presse, désireux lui aussi d'empocher les profits de la mutation technique.

La grève

Aussi, depuis maintenant plus de dix-huit mois, les ouvriers du Parisien libéré sont donc en grève. Dès l'annonce des licenciements, les travailleurs réagirent en retardant chaque jour la parution du journal. Puis, à partir du 7 mai 1975, face à l'arrogance et à l'intransigence patronale, ce fut la grève totale.

Amaury riposte en faisant imprimer son journal en Belgique. Mais les camions qui le transportent en France sont attaqués à plusieurs reprises. Amaury ouvre alors une imprimerie à Saint-Ouen, où Le Parisien sera désormais tiré par des syndiqués FO, sous la protection des CRS.

Tout en poursuivant l'occupation des locaux, les ouvriers du Parisien entament alors une longue série d'actions plus ou moins spectaculaires, destinées à faire connaître leur situation et à briser le mur du silence qui entoure leur mouvement : perturbation des départs d'étapes du Tour de France, occupation des tours de Notre-Dame, du paquebot « France », de la Bourse, etc. De nombreuses fourgonnettes transportant le journal sont arrêtées par les grévistes et leur contenu éparpillé sur la chaussée. Les grévistes sortent même plusieurs « éditions spéciales », dont les articles n'ont évidemment rien à voir avec la prose habituelle du Parisien.

Durant tout ce conflit, la CGT n'a pas hésité à organiser ou à cautionner des actions sortant du cadre de la légalité, qu'elle aurait condamnées comme gauchistes en d'autres occasions. Elle a également organisé de nombreuses journées de grève dans toute la presse, empêchant la parution des quotidiens, afin de faire la démonstration que la puissance du syndicat du Livre était intacte et que les patrons de journaux avaient intérêt à négocier avec lui plutôt que de soutenir la tentative d'Amaury.

C'est qu'au-delà du problème des licenciements dans la presse, il y avait le problème du syndicat du Livre, de sa reconnaissance comme interlocuteur unique, de sa puissance et des privilèges qu'il avait su maintenir dans une corporation bien qualifiée.

La grève du Parisien libéré a été une épreuve de force pour le syndicat du Livre. Une épreuve politique à travers laquelle il a tenté de sauvegarder l'essentiel de sa position face au patronat.

Il aura été contraint à des concessions et des reculs, mais Amaury ne l'a pas brisé. Les négociations qui s'engagent permettront de mesurer le compromis.

J.L.C.

ET LE MONOPOLE D'EMBAUCHE DES PATRONS !

Qu'un syndicat ait le monopole sur l'embauche, voilà qui a fait pousser des cris d'ortraie aux patrons et aux journalistes à leur service.

Mais à l'heure actuelle, et dans toutes les corporations, le monopole de l'embauche existe bel et bien. Et entre les mains de qui est-il, si ce n'est entre celles des patrons, qui peuvent à leur gré embaucher ou, selon leur bon vouloir, licencier et mettre au chômage qui ils veulent.

Et leur monopole d'embauche et de débauche est tel que, pour maintenir et augmenter leurs profits, ils n'hésitent pas à réduire près d'un million et demi de travailleurs au chômage.

Oui, il y a, en France comme dans tous les pays capitalistes, un monopole absolu de l'embauche. Et ce n'est pas un syndicat qui l'a en main, ce sont bel et bien les patrons qui le détiennent !

UNE AFFAIRE POLITIQUE



La manifestation du 6 décembre : une riposte rapide des travailleurs parisiens face au coup de force du gouvernement.

Grève de solidarité à la Néogravure

A l'imprimerie de la Néogravure, l'appel à la grève pour riposter à l'opération policière du dimanche 5 décembre contre les travailleurs du **Parisien libéré** a été bien suivi.

C'est l'équipe de nuit des rotos qui l'a commencée. Dans la journée le mouvement prit

de l'ampleur. Seule une machine pouvait tourner et même à la Brochure, secteur d'habitude réticent, la grève était suivie à 75 %.

Le lendemain, le mouvement continuait, jusqu'à ce que le gouvernement nomme son médiateur.

Quand le « Provençal » de Defferre joue les jaunes

Mardi 7 décembre, alors que l'ensemble des quotidiens parisiens et une bonne partie de ceux de province n'ont pas paru du fait de la grève des travailleurs de la presse et des journalistes, le **Provençal**, le journal de Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, était l'un des seuls à paraître.

Non que le **Provençal** ait obtenu l'accord du syndicat du Livre, comme cela a été le cas pour le numéro spécial de la Vie Ouvrière à Paris. Mais c'est parce

que les ouvriers qui composent et tirent le **Provençal** sont en majorité syndiqués à FO que le journal a pu sortir sans difficultés. C'est du reste le même syndicat qui a fourni à Amaury des travailleurs pour la nouvelle fabrication à Saint-Ouen du **Parisien libéré**.

Les travailleurs en lutte du **Parisien libéré** ont sûrement apprécié à sa juste valeur ce lâchage en pleine grève de solidarité, d'un quotidien socialiste.

Alain LEMART.

Une riposte rapide et efficace des travailleurs

La manifestation de soutien aux travailleurs du **Parisien libéré** qui s'est déroulée lundi 6 décembre, a été un succès. D'autant qu'annoncée dimanche, le temps laissé pour sa préparation a été très court.

Mais des milliers et des milliers de travailleurs ont manifesté pendant plus de deux heures pour crier leur indignation contre l'intervention des hommes de main de Poniatowski.

C'est d'ailleurs aux cris de « Ponia fasciste démission », « Amaury c'est pas fini », que les travailleurs du **Parisien libéré** en grève depuis plus de dix-huit mois ouvraient le cortège après les officiels.

Parmi ces travailleurs, on sentait de la colère et de la détermination. Tout le long du cortège, ils ont été applaudis par ceux et celles qui, nombreux sur les trottoirs, voulaient manifester leur sympathie et leur soutien aux expulsés.

Derrière les travailleurs du **Parisien libéré**, avaient pris place les travailleurs en grève de la presse parisienne. Plusieurs milliers de personnes représentant les travailleurs, les journalistes de tous les journaux ont ensuite manifesté avec les mêmes mots d'ordre. On entendait souvent aussi « Union, action, Programme commun », ainsi que de nombreux mots d'ordre en faveur de la CGT.

Enfin, derrière le cortège imposant de la presse, il y avait les autres corporations, ainsi que les organisations syndicales étudiantes. En queue de cortège se trouvaient nos camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire, entourés par plusieurs cordons de service d'ordre de la CGT devant et derrière eux.

Cette manifestation a été un succès tant par son dynamisme que par le nombre de participants.

Bien sûr, les responsables syndicaux réclamaient à la

sono à cor et à cri des négociations avec Amaury. Mais les manifestants mettaient beaucoup plus d'ardeur à dénoncer « Ponia-Giscard » et à crier leur volonté de continuer le combat.

Dans l'épreuve de force qui oppose les travailleurs du **Parisien libéré** à Amaury, soutenu par le gouvernement, les travailleurs ont fait une démonstration qui prouve qu'ils n'ont pas perdu la partie et qu'ils ont l'intention de continuer le combat. La manifestation du 6 décembre à Paris en aura été une démonstration.

Pierre VILMA.

LA REACTION DANS LES ENTREPRISES

L'intervention policière contre les travailleurs du **Parisien libéré** a soulevé incontestablement l'indignation de l'ensemble des travailleurs. Lundi matin, dans toutes les entreprises, le principal sujet de discussion portait là-dessus. Des travailleurs étaient profondément révoltés et vitupéraient contre Ponia et ses flics. Dès le matin, des intersyndicales se sont tenues et des tracts ont été distribués pour appeler à débayer afin de se rendre à la manifestation. Les débayages ont été certes inégaux. Mais dans toutes les entreprises ils ont eu lieu. Ceux qui ont été le plus touchés par l'affaire de l'expulsion, ce sont les militants syndicaux et les sympathisants proches des syndicats. La plupart sont d'ailleurs allés à la manifestation. Et c'est cela qui en a assuré le succès.

En s'attaquant aux travailleurs du **Parisien libéré** après 18 mois, le gouvernement s'est attaqué à l'ensemble de la classe ouvrière. Et il a reçu une réponse en rapport.

Décidément les méthodes staliniennes ne sont pas mortes

Au début de la manifestation de protestation, place de la République à Paris, nos camarades de la LCR ont déployé une banderole de soutien du quotidien **Rouge** aux grévistes du **Parisien libéré**. Ces camarades s'insérèrent donc dans le cortège où se trouvaient représentés tous les journaux.

C'est alors que certains staliniens du syndicat du Livre se jetèrent sur la trentaine de militants de **Rouge** pour les expulser très violemment, après avoir arraché et détruit leur banderole. De plus, plusieurs de nos camarades qui vendaient **Lutte**

Ouvrière ont eu maille à partir avec des staliniens surexcités.

La CGT entendait lundi protester contre les méthodes d'Amaury et de la police vis-à-vis des travailleurs du **Parisien libéré**, et elle a raison. Mais expulser manu militari des militants d'extrême-gauche venus soutenir la lutte des travailleurs du **Parisien**, comme l'ont fait certains énergumènes du syndicat du Livre, est indigne de militants ouvriers. Pour ces gros bras de la CGT, la liberté de la presse, c'est pour **Le Figaro** ou autres journaux de droite, mais pas pour l'extrême-gauche.

La CGT se prépare à signer... le licenciement des grévistes du « Parisien Libéré »

Au moment où, mardi 7, le gouvernement nommait un négociateur dans l'affaire du **Parisien libéré**, Séguy déclarait que la CGT ne mettrait pas la reconnaissance du monopole d'embauche comme préalable à l'ouverture de la discussion. Amaury pour sa part trouvait les propositions de la CGT acceptables comme point de départ de la négociation.

Ainsi, des négociations doivent s'engager sur cinq points reprenant pour l'essentiel les dispositions de l'accord du 7 juillet, que tous les patrons de la presse parisienne sauf Amaury avaient signé.

Mais cet « accord-cadre » n'est ni plus ni moins que l'ac-

ceptation par le syndicat du Livre des mutations techniques qui entraînent des suppressions d'emploi et donc le licenciement des travailleurs.

Que ce soit sous forme de pré-retraite, de prise en charge à 90 % par les ASSEDIC lors de licenciements pour raisons économiques, que ce soit sous forme d'embauche dans les entreprises de presse au fur et à mesure des places disponibles pour ceux qui ne seront pas ré-embauchés par Le **Parisien libéré**, toutes ces mesures — qui sont l'essentiel de l'accord du 7 juillet — ne font qu'entériner, réglementer et adoucir le licenciement des ouvriers du **Parisien**.

Il faut ajouter à cela qu'un

chapitre de l'accord-cadre, prévoyant l'embauche du personnel parmi le personnel licencié et actuellement en grève, ne sera même pas appliqué, Amaury étant bien décidé à garder un certain nombre de ses ouvriers actuels, non syndiqués à la CGT.

Mais les négociations sont entamées. C'était l'objectif du syndicat du Livre. Les travailleurs du **Parisien libéré** voulaient, eux, défendre leur emploi. Ils auront lutté dix-huit mois, soutenus par tous les travailleurs de la presse, pour finir par voir leurs représentants parler de victoire quand Amaury parle toujours de licenciements.

Thérèse LEMARCHAND

DISSOLUTION DE L'UNION

DEPARTEMENTALE GIRONDE

MAIRE VEUT FAIRE MARCHER LA CFDT AU PAS

Le bureau national de la CFDT vient de décider la dissolution de l'Union départementale de la Gironde parce qu'elle avait continué à apporter son soutien matériel aux comités de soldats. Le bureau et le conseil de l'UD sont dissous et remplacés par un « collectif » contrôlé par l'Union régionale d'Aquitaine, c'est-à-dire par la confédération et par Maire. Un congrès du syndicat sera, paraît-il, chargé de régulariser la situation. Il devra avoir lieu avant... le dernier trimestre 1977, ce qui va permettre à la confédération de se donner le temps de mettre de l'ordre dans la maison.

Les raisons de ce coup de force sont claires. Maire n'accepte pas le soutien apporté par cette UD depuis

deux ans aux comités de soldats et cela s'inscrit parfaitement dans l'offensive de la CFDT contre les gauchistes.

Maire sait que la bourgeoisie a la corde sensible dès qu'on touche à son armée, qu'elle n'est pas prête à accepter dans ce domaine la moindre incartade.

Et comme Maire en ce domaine veut surtout montrer qu'il est digne de confiance et que la bourgeoisie peut compter sur lui, il préfère jouer lui-même les adjudants et faire marcher la CFDT au pas, quelles que soient les protestations que puissent soulever ses agissements.

Romain DELAGE

ARRÊT IMMÉDIAT DES POURSUITES CONTRE LES MILITANTS IRANIENS

Oskoui et Takbiri, les deux militants de l'Union des Etudiants Iraniens en France, inculpés à la suite de l'attentat contre un membre de la police politique iranienne (la SAVAK) sont toujours en prison. Bien qu'aucune preuve sérieuse n'existe contre eux, les quatre autres Iraniens expulsés pour la même raison sont toujours interdits de séjour en France.

Contre ces détentions et ces expulsions arbitraires, des protestations viennent de toute part. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de France

— à Grenoble et à Paris, plusieurs dizaines d'étudiants iraniens font la grève de la faim.

Poniatowski et Giscard, dans cette affaire, agissent comme complices du Shah. Suite à l'attentat, ils ont frappé aveuglément sans l'ombre d'une preuve un tant soit peu sérieuse les opposants au régime du Shah en France. Cette répression ne peut être admise. Les protestations doivent s'amplifier. Les deux emprisonnés doivent être libérés, et les mesures d'expulsion levées.

Les mines continuent à tuer

Lundi 6 décembre, un mineur du puits de la Houve en Lorraine, père de deux enfants, a été tué par la chaîne d'une haveuse.

Mardi 7 décembre un autre travailleur a trouvé la mort au fond de la mine de fer de Bassompierre, à Aumetz en Moselle, broyé par un engin chargeur; il avait 28 ans.

C'est depuis le début de l'année le 27^e mineur tué par accident dans les mines de charbon de Lorraine et le 10^e dans les mines de fer.

Si les mines tuent, ce n'est pas par fatalité mais bien parce que

la sécurité n'est pas respectée. Dans le cas du mineur de charbon, ce drame aurait pu être évité si la haveuse avait été équipée de sa chaîne de sécurité.

Quant à celui de la mine de fer, c'est encore la même chose. Au fond, les engins circulent dans tous les sens, la place manque et comme il faut respecter les cadences, on court, on se presse et c'est l'accident.

Les responsables de ces deux accidents sont ceux qui dirigent les mines, et pour qui seule compte la rentabilité, avec tout ce

que cela signifie d'augmentation des cadences, de non révision du matériel.

Il est inadmissible que de nos jours des travailleurs perdent leur vie au travail. Pour protester contre ces accidents, les syndicats CGT et CFDT ont lancé jeudi 9 décembre un mot d'ordre de grève de 24 heures. Cette action permet aux mineurs de manifester leur indignation et leur colère.

Mais c'est aux travailleurs de faire respecter la sécurité, dans les mines comme ailleurs; il n'y a pas d'autre solution.

La loi sur l'adoption

Le Parlement vient de voter quelques modifications aux lois réglementant l'adoption des enfants, dans le sens d'un large assouplissement des conditions exigées des parents adoptifs postulants. Cette réforme ne change pas fondamentalement les choses, elle ne supprime pas les drames, les tensions, les déchirements que les problèmes de l'adoption et les soi-disant droits des parents naturels provoquent quotidiennement.

C'est que, dans une société où

le soin d'élever les futurs hommes repose sur la seule cellule familiale, qu'elle soit « naturelle » ou adoptive, dans une société où tout se transmet par héritage, où les liens familiaux officiels sont codifiés, réglementés, où l'on ose parler d'enfants « illégitimes », il n'existe aucun réflexe social, aucune solidarité de la communauté des hommes envers les enfants.

Alors l'adoption est une longue bataille juridique, maladroite et démoralisante, toute empêtrée de

la notion bourgeoise de famille et de ses limites juridiques.

La réforme actuelle est une réformette, elle ne peut être autre chose. Pour que les rapports entre la société et les enfants des hommes soient dénués de toute notion de propriété, il faut que bien des choses changent et pas seulement en termes de loi, il faut que la révolution politique, économique et sociale débouche sur un autre type de société, un autre modèle d'humanité.

M.R.

Les flics aux 3 Suisses

Le lundi 6 décembre, aux 3 Suisses, à Flers (près de Roubaix, Nord), des policiers font irruption. Ils pénètrent dans le service « Tri-Colis » et emmènent les 22 travailleurs du service!

De quoi s'agit-il? D'une enquête pour vol, à la suite d'une plainte de la direction.

Et comme ceux que l'on suspecte sont des travailleurs et pas des patrons ni des gros spéculateurs, la police ne se gêne pas. Les 22 travailleurs sont interrogés,

des perquisitions ont lieu chez eux. Cinq travailleurs sont même gardés 24 heures au commissariat, menottes aux mains, avec pour toute nourriture un sandwich. A la suite de multiples pressions et intimidations, ils finissent même par signer des aveux sur lesquels ils reviennent par la suite.

A peine revenus dans l'entreprise, les travailleurs du Tri-Colis ont refusé de prendre le travail en exigeant des excuses

de la direction. Celle-ci a fait afficher une note de service où elle rejette la responsabilité de l'affaire sur la seule police.

Elle n'aurait fait que porter plainte, c'est la police qui aurait pris l'initiative d'« inviter les suspects à venir témoigner ». Et elle annonçait que les heures passées au poste seraient payées...

Mais ce serait trop facile que d'en rester là.

Un pétrolier nommé « Austérité »

Dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 décembre, un pétrolier géant, de 550 000 tonnes, était occupé à Saint-Nazaire par les ouvriers de l'Alstom-Atlantique (ex-chantiers de l'Atlantique). Les travailleurs protestaient ainsi contre le refus de la direction de reconduire l'accord qui prévoit, entre autres, une indexation des salaires sur un indice maison — qui, tant bien que mal, permet aux salaires de suivre le coût de

la vie.

Le mercredi 8 décembre, après avoir appelé à un rassemblement et à un rebaptême symbolique du navire — nommé « Austérité 76 » pour la circonstance —, les syndicats CGT, CFDT et FO appelaient les 8 000 travailleurs présents à suspendre les « visites » du pétrolier, c'est-à-dire l'occupation. Mais la lutte continuait. Le pétrolier — qui devait

sortir mardi pour ses derniers essais en mer — n'a toujours pas bougé. Les travailleurs l'en empêchent : ils occupent tous les quais d'amarrage et immobilisent ainsi le navire.

Cela n'empêchait pas le directeur de décréter le lendemain le lock-out pour tous les ouvriers des chantiers.

L'épreuve de force est désormais engagée.

Un chauffeur pour le chauffard

Emilien Amaury, le P-DG du *Parisien libéré*, vient d'être condamné à quinze mois de suspension de permis de conduire, dont huit avec sursis, pour avoir provoqué un accident mortel.

Aux dires de son avocat, Amaury aurait été gêné par l'un de ses deux chiens. Et bien que, tou-

jours suivant les dires de son avocat, la Mercedes 450 SE du chauffard roulât à 50 km/h, on releva des traces de freinage sur 14 mètres, tandis que la R5 avec laquelle il était entré en collision effectuait, elle, un bond en arrière de huit mètres.

Dans ce genre d'affaire, la ju-

risprudence comporte généralement une peine de un à trois mois de prison avec sursis à l'égard de l'accusé.

On ne peut donc que souligner la bienveillance du jugement qui contraint uniquement Amaury à employer durant quelque temps l'un de ses chauffeurs.

La taxe professionnelle :

Barre recule devant le mécontentement de la droite



Le gouvernement a proposé à l'Assemblée nationale un amendement à la « loi de finance rectificative » qui remplaçait la patente par la taxe professionnelle. Cette loi avait été votée récemment avec bien des réticences au sein de la majorité et avait soulevé la protestation des patrons des petites et moyennes entreprises.

L'amendement déposé par le gouvernement prévoit le report de la date limite pour payer la taxe du 15 décembre au 31 et même au-delà dans certains cas. De plus, l'augmentation de la taxe professionnelle par rapport à la patente sera automatiquement

limitée à 70 % (elle aurait atteint 200 % et plus). Quant à ceux qui auraient déjà payé la taxe et qui auraient eu une augmentation de plus de 70 %, ils seront remboursés de la différence.

Bien sûr, l'ancien projet prévoyait déjà que les industriels pouvaient demander une remise, mais cet amendement représente de la part du gouvernement un net recul.

Qui plus est, le gouvernement a annoncé que le Parlement serait saisi au printemps d'un nouveau projet de loi, modifiant la loi actuelle. Voilà ce qui s'appelle céder du terrain.

Et les raisons de ce recul sont des raisons politiques.

Depuis le vote de la loi, les élections législatives partielles ont eu lieu, la lutte entre Giscard et Chirac s'est aggravée. En amendant sa propre loi, Barre a fait un geste d'apaisement, geste d'apaisement vis-à-vis de l'électorat de la majorité mais surtout vis-à-vis de Chirac et de son RPR qui se font les porte-parole du mécontentement de cet électeurat, recruté au sein des classes moyennes, à l'égard de Giscard.

Ce geste d'apaisement donnera peut-être une certaine satisfaction aux patrons, mais ce n'est pas lui qui rehaussera l'image du gouvernement Giscard-Barre.

Le Syndicat de la Magistrature, un Foyer de contestation ?

La cour d'appel de Paris vient de relaxer Jean Foyer, ancien garde des Sceaux, d'une condamnation qu'il avait encourue, il y a quelques mois, pour diffamation envers le Syndicat de la Magistrature.

Foyer avait déclaré en effet, en substance, que le Syndicat de la Magistrature était une organisation subversive, noyauté par des juges gauchistes, dont les adhérents n'obéissaient qu'aux consignes syndicales et non aux lois qu'ils étaient censés faire respecter. Cette déclaration aussi ridicule que fracassante avait pour seul fondement l'arrestation de quelques patrons (à la suite d'accidents du travail) par des juges appartenant au syndicat.

Ces accusations portées contre des magistrats par un ancien ministre de la Justice avaient provoqué une vive indignation dans toute la magistrature, y compris chez les juges qui n'étaient pas adhérents au Syndicat de la Magistrature. On a même vu le spectacle peu commun de juges manifestant dans le palais de Justice à Paris.

Quant au Syndicat de la Magistrature mis en cause par Foyer, il avait porté plainte pour diffamation et le tribunal correctionnel lui avait donné raison.

Aujourd'hui, la cour d'appel a infirmé ce jugement, arguant de la « bonne foi » de l'ancien garde des Sceaux. Mais tout en reconnaissant que « les faits allégués par Foyer étaient

assez vraisemblables et le but poursuivi assez légitime... », la cour d'appel n'a pas remis en cause le caractère diffamatoire des déclarations de Foyer, elle reconnaît donc implicitement ce que le tribunal avait reconnu ouvertement et publiquement, à savoir que Jean Foyer avait proféré contre le Syndicat de la Magistrature des propos mensongers et calomnieux.

Alors, Foyer, relaxé, continue donc à passer pour un obsédé de la subversion, mais « de bonne foi ». On se demande ce qu'il aura gagné au jugement de la cour d'appel, si ce n'est peut-être de ne pas avoir à payer l'amende prévue...

Jean-Louis CHAMPENOIS



cédemment limogé par sa victime sous l'accusation de détournement de fonds, voilà qui sort quand même de l'ordinaire.

Et voilà qui illustre un certain milieu, ses mœurs, ses méthodes, son comportement. Bien sûr, tous les gradés de la police ne sortent pas leur flingue

quand ils sont contrariés. Mais, pour un homme ayant occupé un poste dans une organisation syndicale ouvertement choyée par le ministère de l'Intérieur, c'est quand même un peu léger.

Marcellin et Poniatowski ont bien les flics qu'ils méritent.

LE SHÉRIF EST EN PRISON

Qu'un policier abatte un passant, cela s'est déjà vu et même très souvent. Mais qu'un policier en abatte un autre, que tous les deux soient membres du Syndicat des gradés de la police — et non des moindres, l'un président et l'autre secrétaire général —, que le meurtrier ait été pré-

MARCHAIS

ET LES

PRESIDENTIELLES

UN CANDIDAT PCF

A L'HORIZON 81 ?

C'est au Club de la Presse d'Europe n° 1 dimanche soir que Georges Marchais a déclaré qu'il y aurait peut-être un candidat du Parti Communiste Français aux prochaines élections présidentielles.

Le secrétaire général du PCF a le chic pour annoncer au détour d'une interview des décisions qui surprennent ou inquiètent les militants de base et les sympathisants. C'était à la télévision qu'il s'était pour la première fois affirmé pour la disparition de toute référence à la dictature du prolétariat dans le programme du parti. C'est à la radio qu'il a affirmé « A droite, il y a le pluralisme. Pourquoi n'y aurait-il pas pluralisme à gauche ? C'est vrai que nous avons voté pour un candidat commun lors de l'élection présidentielle. Il était juste de le faire après la signature du Programme commun. Mais cela ne veut pas dire du tout — je crois même que c'est le contraire qui se produira — qu'il y aura un candidat unique de la gauche aux prochaines élections présidentielles ».

Et d'ajouter : « Le PCF a sa personnalité, son originalité. Et il y tient ».

Ainsi, près de trois ans après l'effacement du PCF derrière Mitterrand aux présidentielles de 1974, Marchais tire la leçon de cette politique dont la conséquence la plus apparente — celle qui se traduit en résultats électoraux — est que les électeurs « confondent » les deux partis et, allant au plus court, votent directement pour le Parti Socialiste.

Alors Marchais redécouvre la nécessité du pluralisme de la gauche et s'embarrasse dans ses explications du vote de 1974 :

« Il y a eu un candidat commun de la gauche lors des dernières élections présidentielles. Et la preuve

que cette tactique a été juste, c'est que nous avons frôlé la victoire (Marchais oublie de dire que c'est au second tour... NDLR). Nous avons donc eu raison. Mais cela signifie-t-il qu'il doit en être de même à chaque élection présidentielle ? (...) Il faut respecter le pluralisme de la gauche. Il faut que ses différentes composantes aient la possibilité de s'exprimer ».

Voilà quand même un langage bien différent de celui que le même PCF tenait en 1974 : alors, pour les militants du Parti Communiste, la candidature de notre camarade Arlette Laguiller était une candidature de division, il n'était pas normal que les « différentes composantes aient la possibilité de s'exprimer ».

En fait, rien ne permet de conclure de ces propos tenus par Marchais que le PCF présentera bel et bien son propre candidat. Bien des retournements sont encore possibles et le PCF est passé maître dans l'art de dénoncer aujourd'hui ce qu'il trouvait juste hier et vice versa. Mais quand Marchais aujourd'hui parle d'un éventuel et probable candidat communiste, c'est avant tout à ses militants et sympathisants qu'il s'adresse. C'est eux qui sont inquiets des progrès du PS, eux qui se demandent s'ils n'ont pas fait, avec l'Union de la gauche, un marché de dupes. Le secrétaire général du PCF veut les rassurer. Il peut le faire à bon compte. Car l'annonce pour 1981 d'une candidature PCF ne remet nullement en cause l'alliance avec le PS et même, d'un certain point de vue, elle peut servir la politique de Mitterrand, soucieux de se démarquer de son allié et d'autant plus serein que les scores électoraux le placent très largement en tête de la gauche.

Une réunion Lutte Ouvrière au Crédit Lyonnais

Au Crédit Lyonnais, suite à un procès intenté par les organisations syndicales contre la direction, le tribunal a reconnu le droit au Comité d'établissement d'organiser, sous sa responsabilité, des réunions politiques dans ses locaux.

Dans ce cadre, Lutte Ouvrière était présente jeudi 2 décembre à l'annexe de Levallois, où notre camarade Jacques Morand tint un débat sur le thème : « Le rôle des employés des banques dans le contrôle des prix et le commerce extérieur ».

Soixante-seize employés sont venus à ce débat pendant leurs heures de repas (sandwichs et boissons étaient prévus sur place). De nombreuses questions ont été posées, telles que l'autogestion sous

un gouvernement de gauche, les nationalisations et le rôle des banques avec la gauche au pouvoir, l'unité des révolutionnaires, le rôle des cadres, comment les travailleurs devraient s'organiser pour exercer leur contrôle sur les entreprises, etc.

Déjà il y a deux mois, au siège du Crédit Lyonnais, cent quatre-vingt-huit employés étaient venus débattre sur le même thème avec Jacques Morand.

Le succès de telles réunions atteste que, d'une part, de nombreux salariés s'intéressent à la politique et se posent des questions sur l'avenir de la société et, d'autre part, que les idées de Lutte Ouvrière, des révolutionnaires, reçoivent un accueil toujours plus favorable au Crédit Lyonnais.

CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS :

Deux mois de grève, la lutte continue

Mardi 7 décembre, 11 heures du matin. Comme chaque jour, les employés de la Caisse d'épargne tiennent leur assemblée générale. Mais aujourd'hui, ils sont encore bien plus nombreux à y assister : hier, c'était la manifestation de soutien aux grévistes du Parisien libéré, à laquelle deux cents d'entre eux ont participé, et chacun est regonflé et plus déterminé. Alors, après deux mois de grève, bien qu'aucune issue ne soit encore en vue, le moral reste bon.

Un employé nous précise :

« Nous n'avons toujours pas été reçus par la direction, mais Hottinguer a envoyé personnellement la semaine dernière, à chaque employé, une lettre disant qu'il ne céderait sur aucun point.

Ce matin, une nouvelle lettre, signée du président-directeur général, nous a annoncé que cette prise de position du 23 novembre était définitive.

Mais ces manœuvres de divi-

sion et d'intimidation ont très peu pris. Nous nous sentons même plus forts aujourd'hui qu'au début de la grève. Beaucoup ont été regonflés et indignés par l'affaire du Parisien libéré et les propos de Barre à la télé. Et après le léger flottement de samedi, ils sont déterminés à faire céder la direction. D'ailleurs, les soixante collègues qui s'étaient prononcés samedi pour la reprise, mais s'étaient rangés à l'avis de l'assemblée générale, sont toujours en grève aujourd'hui.

On a pu se rendre compte que notre mouvement était connu et que la population ne lui était pas hostile. Lors de la manifestation d'hier, notre cortège a été très applaudi tout le long de la manifestation. Nous avons aussi fait plusieurs manifestations-éclair, à l'Opéra et à Notre-Dame, où des camarades ont pu, avant l'arrivée des flics, monter dans les tours de la cathédrale et y déployer trois immenses banderoles. Nous envisageons aussi de faire la

tournée des grands magasins.

Tous les jours, des chèques et des motions de soutien nous arrivent, provenant de collectes organisées dans différentes entreprises. Des employés de Caisses d'épargne de province nous ont donné une journée de salaire par semaine.

Pour occuper nos journées, il faut compter sur l'imagination de chacun. Chaque matin, en assemblée générale, 800 à 900 employés reconduisent la grève de 24 heures en 24 heures. L'après-midi, on prépare manifestations, actions-éclair, affiches, pétitions aux épargnants ou prises de parole dans les entreprises.

Quant à l'issue possible de notre mouvement, de toute façon, il faut qu'on dure. Ce n'est que grâce à la mobilisation que l'on forcera la direction à négocier. Notre conflit devient un test et c'est grâce à la solidarité des autres travailleurs que nous vaincrons.

HOPITAL DE LA CROIX-ROUSSE (LYON) :

Encore un accident

A l'hôpital de la Croix-Rousse, deux auxiliaires ont reçu leur lettre de licenciement pour le 1^{er} janvier. L'administration prétend ne pas pouvoir les titulariser, sous prétexte qu'ils ont été malades dans le passé. Cela ne les a pourtant pas empêché de faire le travail depuis plusieurs années.

Trois autres ont été prévenus par le médecin de l'administration qu'ils n'étaient pas titularisables et risquent donc de ne pas être gardés à l'hôpital : l'une est trop maigre (47 kg !), les deux autres sont sous traitement médical.

Ces licenciements s'inscrivent dans une politique générale d'économies et de réduction du per-

sonnel. Ainsi, le préfet a refusé le budget 1977 proposé par le conseil d'administration des Hospices Civils de Lyon. Il prévoit de réduire les dépenses en pharmacie et... en personnel. Et l'on parle même de 1 400 licenciements (sur 14 000 hospitaliers).

Pour faire connaître les licenciements à la Croix-Rousse, la CFDT de l'hôpital a contacté le journal *Le Progrès*, qui a fait paraître un article. Cet article se termine sur la déclaration d'un directeur du personnel qui, contacté par le journaliste, a répondu : « Si *Le Progrès* veut s'occuper de tous les chiens écrasés, il n'a pas fini ! ».

Correspondant LO

HISPANO-SUIZA (COLOMBES) :

Les licenciements continuent

Le 30 novembre au soir, un grave accident s'est produit à l'usine d'Hispano à Bois-Colombes, dans l'atelier 29, l'atelier des traitements de surface.

Le couvercle d'une cuve, où l'on faisait des opérations de dénickelage par trempage dans l'acide, a sauté et un bain d'acide nitrique s'est répandu en vapeurs abondantes dans l'atelier. Un ouvrier a été transporté à l'hôpital de Colombes. Il a été brûlé par les vapeurs nitreuses. C'est par mi-

racle qu'il n'y a pas eu d'autres victimes.

Le travail a repris. Mais quelles garanties ont les travailleurs de l'atelier que cet accident ne se renouvellera pas ? Aucune. Actuellement les opérations de dénickelage se poursuivent. La direction ne donne aucune explication et est bien plus préoccupée à se chercher des alibis pour fuir ses responsabilités que d'assurer la sécurité des travailleurs de l'atelier 29.

LE SUICIDE D'UN JEUNE OUVRIER

Un jeune travailleur de chez Walter, une usine de Gentilly à quelques pas de la nôtre, s'est suicidé en se jetant par la fenêtre de son foyer à Arcueil.

Des dettes accumulées, des loyers et des impôts en retard avaient englouti le salaire du mois d'octobre.

Lorsqu'à la veille du week-end du 11 novembre il demanda à la

direction de son entreprise un acompte sur son salaire, celle-ci refusa.

Sans argent, seul à Paris, il s'est donné la mort.

Une société qui permet tant de misère, qui permet le suicide d'un jeune de 23 ans, une société inhumaine qui n'a comme seule règle que le profit, se condamne d'elle-même.



Hottinguer conspué par les grévistes de la Caisse d'Épargne.

Le congrès CGT des cheminots

Un congrès où l'on sait à quoi s'en tenir

Le congrès de la fédération CGT des Cheminots s'est tenu du 30 novembre au 3 décembre à Nanterre. Il a été essentiellement consacré à définir les perspectives qui s'ouvriraient à la CGT dans le cadre de l'arrivée de la gauche au pouvoir lors des législatives de 1978.

Le thème principal développé a été celui de la « gestion démocratique » de la SNCF. Par ce mot d'ordre, la CGT entend une représentation accrue des syndicats dans les organismes paritaires existants, tels que les Comités mixtes (au niveau

local) et le Conseil d'administration, et revendique un accroissement du pouvoir des représentants du personnel. La fédération souhaite également la prise en charge par les syndicats des œuvres sociales (bibliothèques, colonies de vacances etc) actuellement gérées par la SNCF.

Bref, la CGT, fidèle à sa politique de collaboration de classes, a redéfini ses conceptions, qui ne sont surtout pas de renverser le système capitaliste, mais de le gérer au mieux.

La fédération n'a rencontré aucune opposition de la part des congressistes. A noter seulement deux fausses notes : le journaliste de *Rouge* s'est vu refuser sa participation au congrès, sous prétexte de manque de place, et un syndicat a demandé l'envoi d'un télégramme exigeant la libération des cheminots polonais emprisonnés depuis les grèves de juin dernier, proposition érudite par le bureau fédéral. Un avant-goût, en quelque sorte, de la politique de la gauche au pouvoir.

dossier

la faim dans le monde

La faim dans le monde un produit de l'impérialisme



Famine en Somalie.

(Sipa)

Qu'est-ce-que la faim ?

Le corps humain a besoin de nourriture en quantité et en variété suffisante. Les besoins varient évidemment selon l'âge, le sexe, le type d'activité, etc. Un homme adulte qui mène une vie sédentaire a besoin de 2.400 à 2.800 calories par jour. Un travailleur manuel peut nécessiter 5.500 calories, voire plus. On peut estimer que les besoins quotidiens moyens s'élèvent à 2.800 - 3.000 calories, chiffres atteints seulement dans les pays industrialisés. Dans de vastes régions du monde, on tombe en dessous et parfois bien en dessous de 2.200 calories en moyenne, sans parler des périodes de famine.

A cette faim quantitative s'ajoutent les **carences alimentaires**. On estime qu'il faut une quarantaine de substances différentes pour un bon équilibre nutritif. L'absence ou l'insuffisance de certaines d'entre elles provoquent des « faims spécifiques » plus ou moins graves.

La carence la plus répandue est celle de protéines animales (généralement bien plus riches et complètes que les protéines d'origine végétale). Il faut de cinquante à cent grammes de protéines par jour et par personne. Sur des continents entiers, la moyenne tombe en dessous de quinze grammes.

Le manque de protéines entraîne une maladie terrible qui déforme les affamés avant de les tuer : membres grêles, œdèmes, ventres énormes.

Le manque de vitamines provoque entre autres le scorbut, le bérubéri, la pellagre, des cécités, etc. Les carences en calcium entraînent rachitisme et maladies osseuses. La liste est longue...

Tout ceci entraîne l'amoindrissement physique et mental des mal nourris. Des exemples de Chinois du sud immigrés aux Etats-Unis, entre autres, ont montré qu'une population de petite taille pouvait grandir en deux ou trois générations lorsqu'elle est correctement nourrie.

Bien entendu, outre les maladies entraînées directement par la faim, les corps diminués sont particulièrement sensibles à toutes les autres maladies. Enfin, le manque de certaines substances provoque l'épuisement, l'apathie, la prétendue « nonchalance » des pays chauds. La tristesse des tropiques n'est autre que celle des affamés.

Quelques définitions

DISETTE : situation de pénurie de vivres, mais pas d'absence complète.

FAMINE : manque total ou quasi total de produits alimentaires.

SOUS-ALIMENTATION : quantité de nourriture (apport énergétique) insuffisante.
CARENCE ALIMENTAIRE ou **MALNUTRITION** : l'apport

énergétique est peut-être suffisant, mais le régime est trop pauvre en certaines substances (vitamines, protéines d'origine animale, etc.).

CULTURES VIVRIÈRES : celles qui produisent des substances alimentaires pour les populations locales.

Nous entrons dans le dernier quart du XX^e siècle, mais la faim chronique et les famines non seulement n'ont pas disparu, mais ont pris des proportions effrayantes.

Et si, depuis près de deux cents ans, la société capitaliste, grâce aux énormes moyens techniques, aux connaissances scientifiques et médicales et aux richesses sociales en général qu'elle a engendrés, a permis à la population de l'ensemble de la planète de s'accroître prodigieusement, dans le même temps elle a réduit au plus extrême dénuement des millions de gens, en pillant des continents entiers, en enlevant par la force aux deux tiers de l'humanité ses anciens moyens d'existence, sans pour autant les remplacer par des conditions de vie moins précaires, bien au contraire.

Aujourd'hui, directement ou indirectement, la faim touche deux hommes sur trois et fait davantage de victimes que l'ensemble des guerres ! Il y a deux ans à peine, de grandes famines ont ravagé des pays entiers et le monde dit civilisé a pu voir sur ses écrans de télévision des spectacles hallucinants dignes des périodes les plus noires du Moyen Age, à la différence près que les famines actuelles ont pris des proportions bien plus grandes, à la

mesure de la population actuelle.

Mais c'est bien là ce qui témoigne du scandale permanent et de l'absurdité de la société actuelle. L'époque où les hommes étaient impuissants devant les aléas de la nature est révolue depuis longtemps. Il n'existe plus aujourd'hui d'obstacle sérieux, dans le domaine de la technique, qui puisse empêcher de fournir une nourriture suffisante à l'ensemble de l'humanité, en qualité comme en quantité. Il ne manque ni le savoir, ni les capitaux, ni les terres, ni l'eau pour vaincre la faim.

La planète serait-elle alors « trop peuplée » ? Ceux qui avancent cet argument font preuve d'une grande hypocrisie. L'accroissement de la population de la planète est au contraire la preuve du progrès de la civilisation. Chaque société humaine a toujours eu d'ailleurs ses propres lois démographiques, en fonction des moyens d'existence qu'elle était capable d'engendrer. Et la société socialiste sera encore bien plus à même d'accroître la population que la société capitaliste actuelle, tout en lui assurant des conditions d'existence civilisées.

Aujourd'hui l'humanité a enfin la possibilité de sortir définitivement de sa condition précaire. C'est précisément ce qui pourrait lui permettre de s'ac-

croître comme jamais auparavant. Il suffit d'imaginer ce que permettrait la mise en commun des possibilités de quatre milliards d'hommes accédant au meilleur de la culture civilisée, aussi bien sur le plan technique, scientifique qu'artistique, pour comprendre que l'accroissement de la population en lui-même n'est pas un handicap, bien au contraire.

Mais le scandale de cette société d'exploitation consiste en ce qu'elle ne sait qu'accumuler les richesses entre les mains de quelques-uns, les détruire ou les gâcher, pour réduire de l'autre côté des millions d'opprimés à une pauvreté ahurissante.

Car c'est bien là que réside le problème de la faim dans le monde. Les famines « modernes », la sous-alimentation chronique de millions d'homme n'ont rien de commun avec les famines d'autrefois, sinon leurs résultats.

Elles sont provoquées par l'impérialisme, qui concentre les principales ressources du globe dans les mains de quelques-uns.

Et la seule façon de lutter efficacement contre la faim, c'est de lutter pour abattre l'impérialisme et avec lui l'exploitation, pour fonder une société débarrassée de l'oppression et du monstrueux gaspillage humain qu'elle engendre.

Le point de vue de certains experts... et celui d'un dirigeant de l'impérialisme

« L'observation scientifique constate aujourd'hui qu'au moins deux tiers de la population du monde vivent dans un état permanent de faim ».

Josué de Castro, ancien prési-

dent de la FAO (organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture) 1949 et... 1971.

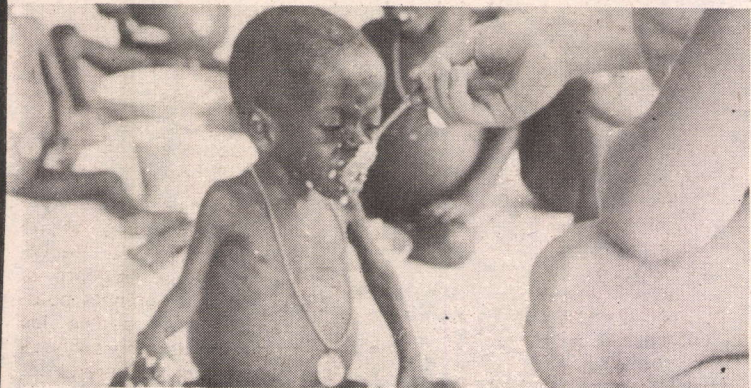
« On pense à la FAO qu'environ 400 à 500 millions de personnes ne mangent pratique-

ment jamais à leur faim. (...) On estime que la somme des sous-alimentés et des mal nourris représente aujourd'hui la moitié de la population mondiale... Il y avait vingt-cinq ans que le monde n'avait connu une période aussi grave sur le plan alimentaire ».

Addeke Boerma, directeur général de la FAO, 1974.

« Depuis une dizaine d'années, le revenu par habitant de plus d'un milliard d'êtres humains des pays les plus pauvres n'a presque pas varié. (...) La pauvreté absolue est, au siècle où nous vivons, un tragique anachronisme... puisqu'aujourd'hui nous disposons de moyens techniques et économiques qui devraient permettre d'y mettre un terme ».

Mac Namara, ancien secrétaire d'Etat américain à la Défense durant la guerre du Vietnam, actuellement président de la Banque mondiale, octobre 1976.



Enfants victimes de la famine et déformés par les carences alimentaires, évacués du Biafra en 1969.

(AFP)

NOTRE PROCHAIN DOSSIER
L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE

dossier

la faim dans le monde

MOURIR DE FAIM AU

Les zones de la faim

La faim touche, à un degré ou un autre, tous les pays du Tiers Monde. En Afrique, l'ensemble du continent est frappé, excepté la population blanche d'Afrique du Sud. Les zones du Sahel (limites de la savane et du désert) sont particulièrement touchées (Sénégal, Mali, Niger...) ainsi que l'Éthiopie.

La faim existe aussi pour certains dans les pays riches

Si le sort des populations d'Europe, du Japon ou d'Amérique du Nord n'est évidemment pas comparable à celui des pays du Tiers Monde, il n'en demeure pas moins que certaines catégories continuent à connaître la malnutrition.

Josué de Castro parle même de l'existence d'un « Tiers Monde non conventionnel dans les régions urbaines de Chicago, New-York, Paris et Londres ». Selon lui, des études relativement récentes révèlent que près de 7 % des Britanniques souffrent de la faim. En France, 1/10^e de la population active vit avec « des salaires de faim ». Ce sont pour la plupart des immigrants nord-africains, sénégalais, etc. Et il y a bien des retraités qui ne reçoivent plus qu'une maigre assistance pour vivre.

Le spectacle n'est pas si rare de voir, après les marchés, des vieillards glaner dans les amas d'ordures quelques feuilles de salade ou des fruits avariés.

Dans le pays le plus riche du monde, aux États-Unis, un rapport de médecins, au Mississippi en 1967, reconnaît que « nous avons vu des enfants qui ne boivent jamais de lait, qui ne mangent jamais de fruits, de légumes verts ou de viande. Ils vivent uniquement de pain, d'eau ou de gruau d'avoine ».

Toujours aux États-Unis, des statistiques fédérales qui viennent d'être publiées indiquent qu'en 1975 près de 26 millions d'Américains vivaient toujours dans la pauvreté. Ce sont les Noirs, les Porto-Ricains, les Chicanos, les Indiens, qui sont les plus touchés. Bien sûr, cela ne veut pas dire que tous ces pauvres (un Américain sur huit) ne mangent pas à leur faim. Mais combien sont-ils de millions ceux qui, au pays des plus importants surplus agricoles, ne peuvent pas consommer quotidiennement une ration suffisante en quantité et en variété ?

En Asie, c'est sur le sous-continent indien (Pakistan, Inde, Bengladesh, Ceylan) que se trouve certainement la masse d'affamés la plus considérable, depuis que la Chine a résolu l'aspect le plus aigu de son problème alimentaire. L'Indochine, le Proche-Orient sont d'autres fiefs de la faim. L'Amérique latine, du Mexique au Chili, est frappée, surtout dans les États des Andes, en Amérique centrale et dans les Antilles.

Partout existe la faim permanente, qui peut se transformer en disette durant les périodes criti-

ques de l'année, quand les réserves sont épuisées, avant les récoltes suivantes. La moindre sécheresse ou inondation provoque la catastrophe de la famine. Même les pays industriels ne sont pas totalement épargnés. Tout d'abord dans les périodes de crises économiques ou de guerres. Mais même en « temps normal », la sous-alimentation touche les populations les plus pauvres des pays industriels. En 1969, Nixon avouait que les États-Unis « doivent encore parcourir un long chemin avant de résoudre le problème de la faim dans le pays ».

Depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui, l'humanité a toujours connu la faim.

Dans les temps préhistoriques, les hommes se nourrissaient de ce que la nature leur offrait immédiatement : les plantes qu'ils cueillaient et les animaux qu'ils chassaient. Leur existence était totalement soumise aux aléas naturels.

Ce n'est qu'avec l'invention de l'agriculture et de l'élevage que purent être constituées des réserves permanentes de nourriture, il y a quelque dix mille ans.

Mais si, par son travail, l'homme avait commencé à s'émanciper dans une certaine mesure des contraintes naturelles, il était encore bien loin d'avoir résolu le problème de la faim.

En effet, jusqu'à la Révolution industrielle, au XIX^e siècle, l'immense majorité des hommes fut en permanence victime de la disette et, périodiquement, des famines liées aux calamités naturelles ou aux guerres. De 620 à 1620 par exemple, la Chine connut ainsi 203 années de famines catastrophiques. En France, dans une province ou dans une autre, 150 famines ont été recensées entre l'an 1000 et le XIX^e siècle, ce qui représente une famine tous les six ans !

L'apparition du capitalisme : progrès...

C'est avec la Révolution industrielle, le développement de la production agricole et des réseaux de transport, qu'apparaît, pour la première fois, pour une partie au moins de l'humanité, la possibilité d'échapper à ces famines périodiques.

...et cause de famine

Tout d'abord, le capitalisme, à ses débuts, a plongé la classe ouvrière dans une misère effroyable. En France, en 1837, Villermé rapporte que la nourriture des ouvriers du textile « se compose de pommes de terre, de soupes maigres, d'un peu de mauvais laitages, de mauvaises pâtes et du pain... Ils ne mangent de la viande que... deux fois par mois ». Et il ajoute que « la moitié des enfants cessent d'exister avant l'âge de deux ans accomplis dans les familles de tisserands et d'ouvriers du textile » !

De même, Engels a décrit les conditions abominables des ouvriers anglais et irlandais vers la même époque.

Mais surtout, l'impérialisme, en colonisant le monde a non seulement maintenu les populations des pays arriérés dans la misère, mais souvent aggravé leur situation.

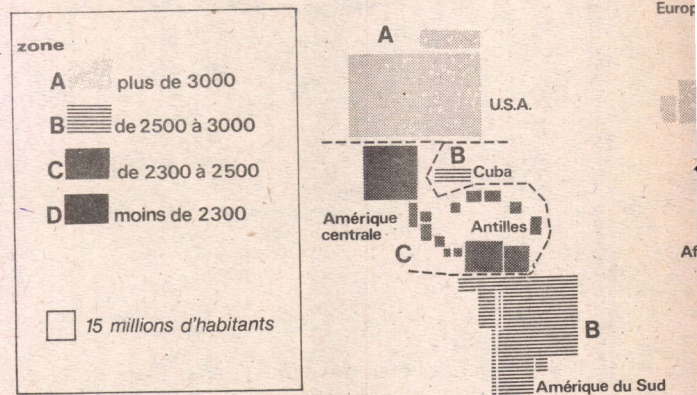
L'impérialisme a amplifié de façon gigantesque le pillage co-

lonial qui existait déjà. Des millions d'hommes furent arrachés de force à leurs cultures traditionnelles et contraints au travail forcé dans les champs de coton, de canne, dans les plantations d'hévéas. En Inde, l'économie marchande et artisanale qui se développait fut ruinée par l'industrie des colonisateurs britanniques. Artisans et marchands n'eurent le choix que de retourner à la terre ou de mourir de faim. Partout ou presque, la paysannerie traditionnelle fut incorporée — de force souvent — dans le marché capitaliste. Jusqu'alors propriétaires fonciers et seigneurs féodaux prélevaient leur part. Mais au moins les paysans pratiquaient en général une agriculture de subsistance qui, sauf calamités naturelles ou guerres, leur permettait de survivre. Maintenant l'économie marchande ajoute une nouvelle cause de faim. Le paysan devenu producteur de coton par exemple, ne pourra plus se nourrir s'il n'a pas d'argent... donc s'il ne vend pas son coton. Enfin, bien loin de supprimer les structures sociales féodales, l'impérialisme s'est appuyé sur elles pour asseoir sa domination. Aussi les famines, causées alors de plus en plus par l'impérialisme, ont continué de ravager le monde.

En 1845-1848, l'Irlande, la plus proche et l'une des plus pressurées des colonies britanniques, où la paysannerie avait totalement été dépossédée de sa terre par les colonisateurs, a connu la plus épouvantable famine de son histoire, provoquant la mort d'un million et demi d'Irlandais et l'émigration d'un autre million. L'Irlande comptait plus de 8 millions d'habitants ; elle en compte aujourd'hui (Nord et Sud) 4 millions et demi... En Inde, la famine de 1877 aurait provoqué 4 millions de morts. En Chine, la même année, mouraient près de 10 millions d'hommes.

En 1943, la famine au Benga-

NOMBRE DE CALORIES PAR PERSONNE ET PAR JOUR



La population du globe et consommation quotidienne

Cette carte représente les pays non pas en fonction de leur superficie, mais en proportion de leur population.

Ces renseignements ne sont donnés qu'à titre indicatif. Les statistiques sont très sujettes à caution. Même dans les

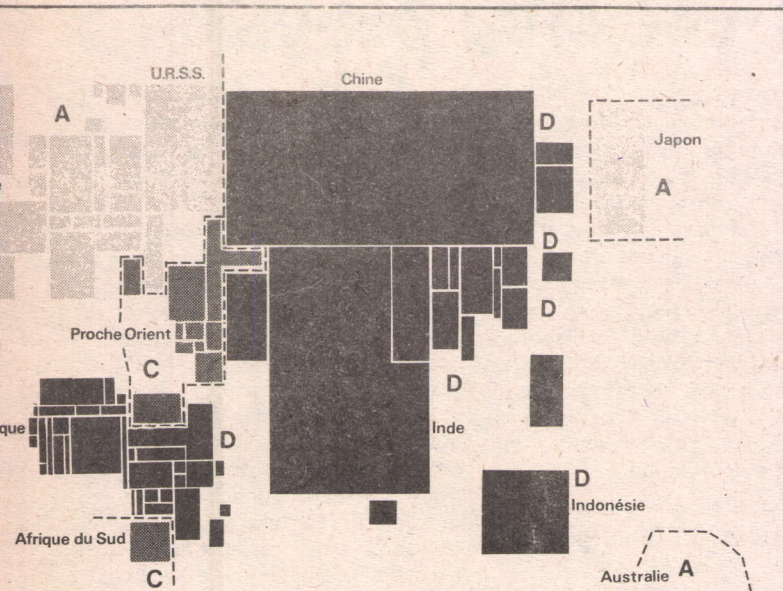
Les millénaires de la faim

le fut à peine moins terrible, ce qui n'empêcha pas l'exportation de riz de continuer par Calcutta...

Enfin, l'apparition des crises économiques et des guerres mondiales a replongé périodiquement les masses populaires des pays industriels dans la sous-alimentation.



VINGTIEME SIECLE



n fonction de la nne de calories

pays industriels, les statistiques agricoles et sociales ont parfois des marges d'erreur de 50 % ! En ce qui concerne la

Chine et d'autres pays du « camp socialiste », les indications sont partielles.

Les grandes famines récentes

Dans les années récentes, les famines les plus graves sont celles qui ont affecté le Biafra durant la guerre de 1967-1970, les pays du Sahel de 1972 à 1974, l'Éthiopie en 1973 et le Bengla-Desh en 1974.

Il est encore aujourd'hui difficile de mesurer l'ampleur de ces catastrophes. On cite les chiffres de 100 000 morts au Bengla-Desh, de 200 000 en Éthiopie, de 100 000 dans les pays du Sahel. Mais ces chiffres ne tiennent pas compte des conséquences à plus long terme dues aux carences alimentaires, comme le raccourcissement de la vie, les séquelles physiques et mentales irréversibles touchant des millions de personnes.

En Éthiopie et dans le Sahel, c'est la sécheresse qui a provoqué la catastrophe. Elle a commencé à s'abattre en Afrique tropicale dès 1969.

Mais la sécheresse n'explique pas tout. Elle a touché d'autres pays sans y provoquer la moindre famine. Dans les États sahéliens (Sénégal, Mali, République Voltaïque, Niger et Tchad) l'ancien

colonisateur français avait introduit — de force — la culture de l'arachide et du coton. Ces États une fois indépendants demeurent assujettis à l'impérialisme français.

Rien n'a changé, sinon que c'est pour pouvoir payer les impôts que les paysans sont le plus souvent contraints de continuer à « faire » de l'arachide ou du coton. Les cultures vivrières ont été sacrifiées. Des aménagements hydrauliques possibles à partir des eaux des fleuves Sénégal et Niger n'ont pas été entrepris. Les réserves de nourriture étant inexistantes, plusieurs années de sécheresse ont alors entraîné la famine sur un terrain si bien préparé par l'impérialisme.

En Éthiopie, les paysans des provinces touchées devaient verser aux propriétaires la moitié ou les trois quarts des récoltes. Ils pouvaient être renvoyés sur le champ. Dans ces conditions, ils n'avaient pas intérêt à développer l'irrigation de terres d'où on pouvait les chasser.

Aux pires moments de détresse,

les riches propriétaires avaient des stocks de nourriture souvent cachés pour spéculer sur la hausse des prix. Sont morts ceux qui ne pouvaient pas payer.

Au Bengla-Desh et en Inde orientale, ce sont les inondations de l'été 1974 qui, faisant suite à une longue période de sécheresse qui avait déjà épuisé les stocks, ont détruit les récoltes. Mais le Bengale, pourtant très peuplé, consacre une partie de ses terres à la culture du jute au profit des industriels fabricants de cordages et de sacs...

D'après les experts de la FAO, aujourd'hui en 1976 « la situation s'est améliorée ». Ce qui veut dire que ces pays ne connaissent plus la famine et sont retournés à l'état de sous-alimentation permanente qu'ils ont toujours connu.

Mais comme rien n'a changé, de telles famines meurtrières continueront donc à se produire, périodiquement, au gré des catastrophes climatiques ou naturelles.



Jacques Foccard, secrétaire d'État aux Affaires africaines et malgaches, se faisant photographier près d'un sac de maïs « don de la France ». A la même époque, le seul stock de maïs français dépassait un million de tonnes.

Aide alimentaire et bluff

Lors des famines, une « aide alimentaire » est fournie, à grand renfort de publicité, par les pays impérialistes.

Mais que représente réellement cette aide et quel rôle joue-t-elle dans ces catastrophes ?

Dans le cas des pays du Sahel, par exemple, plongés dans la plus atroce des famines, de 1972 à 1974 l'aide s'est montée à quelque 600 000 tonnes de céréales, alors qu'il en aurait fallu un million de tonnes pour assurer la survie des populations. Pour cette différence de 400 000 tonnes, 100 000 personnes sont mortes de faim. Et que représente ce million de tonnes, quand on sait que la production mondiale additionnée de blé, de riz, de maïs et de pommes de terre avoisinait en 1973 1 200 millions de tonnes

et que les seuls stocks mondiaux de blé s'élevaient, fin 1973, en pleine famine donc, à 33,8 millions de tonnes ? Selon René Dumont, 15 millions de tonnes auraient suffi en 1975 pour stopper la famine, de l'Éthiopie au Bengla-Desh.

Mais même ces envois insuffisants au Sahel, en Éthiopie, au Bengla-Desh ou ailleurs ne sont souvent pas acheminés en totalité vers les victimes. Quelle part en effet reste entre les mains des potentats corrompus et des parasites locaux, qui en font commerce ensuite ? Au total, les populations affamées ne touchent qu'une fraction seulement d'une aide dérisoire, qui cesse dès que la famine est officiellement terminée. Ensuite, elles retournent à leur détresse ordinaire.

Témoignages sur la famine

Inde

« L'administration des personnalités locales est encerclée jour et nuit par des groupes de gens à la recherche de nourriture et de secours. Des centaines d'enfants mendient de porte en porte (...) On assiste aux mêmes scènes dans un autre district du Bengale, où des centaines de personnes affamées venues des villages attendent, à la sortie de pauvres gargotes, les débris jetés dans les poubelles. »

Le Monde du 3-10-74.

Éthiopie

« Troupes de mendiants au regard fou, hérissés de bâtons, quêtant de village en village. Propriétaire tranquille surveillant de sa voiture les trente métayers occupés aux dernières maigres moissons de la saison sèche (« pour qu'ils ne puissent pas voler des poignées de grains », explique notre jeune guide). Pré-

tres coptes, chargés d'or et d'orflammes, justifiant la famine comme une punition divine, devant des paysans que l'Eglise invite encore au jeûne cent quatre-vingt-cinq jours par an. Bourgeois repus, vêtus de blanc, cheminant sur leurs mules, entourés de dix serviteurs à pied portant fusil... »

Le Monde, janvier 1974.

Bengla-Desh :

un an après la famine

« A l'entrée de la gare de Rangpur, un vieillard famélique agonise sur le trottoir. Tout près, un enfant chétif tient dans ses bras un bébé prostré à la tête disproportionnée, aux yeux hagards : il est atteint de marasme — une maladie de la malnutrition. (...) Les gares du Bengla-Desh, comme celles de l'Inde du nord, sont des culs-de-sac des affamés, des cours des miracles transformées le soir, comme les rues de Calcutta, en dortoirs. »

Le Monde, 17/18-8-76.

Surproduction et destruction de nourriture dans les pays impérialistes

Chaque année, dans le monde capitaliste, des masses de produits agricoles sont détruits. Ainsi, à l'automne 1975, en France, 250 000 tonnes de pommes — soit un milliard et demi de pommes — furent détruites. Cela n'a rien d'exceptionnel, en 1968, par exemple, en France toujours, 2 031 tonnes de tomates, 19 188 tonnes de choux-fleurs, 85 918 tonnes de pêches et 61 369 tonnes de poires ont été détruites.

Ces destructions ont pour but le maintien des prix agricoles. Dans le même but, d'autres moyens sont utilisés, dont la constitution de stocks soustraits au marché. A la fin de 1975, à l'échelle du Marché commun, les stocks de beurre atteignaient 300 000 tonnes et ceux de lait en poudre plus d'un million de tonnes. Les stocks de céréales à l'é-

chelle mondiale ont longtemps dépassé 100 millions de tonnes (maximum en 1961 avec 154 millions de tonnes). Récemment, l'accroissement de la demande mondiale a provoqué une hausse des prix et une réduction considérable des réserves.

Il y a ensuite la réduction de la production par le biais des primes de « non culture » versées aux exploitants comme cela se pratique aux États-Unis par exemple. Dans ce pays, les surfaces mises en repos correspondaient à une non-production de plusieurs dizaines de millions de tonnes de céréales en 1972. Des pratiques similaires se retrouvent fréquemment dans les pays capitalistes développés.

Au total, des millions de tonnes de produits agricoles sont ainsi soustraits à la consommation.

dossier

la faim dans le monde

LES RAISONS DE LA FAIM

L'IMPÉRIALISME, AFFAMEUR EN CHEF

■ Lorsque les racistes blancs d'Afrique du Sud instaurent des Etats noirs prétendument indépendants dans les régions les plus désolées du pays l'opinion crie au scandale. Il est tellement manifeste que les Blancs veulent parquer les Noirs dans des réserves misérables dont ils ne sortiront que pour aller s'embaucher dans les mines et les usines selon les besoins de l'économie.

Mais c'est un peu la même chose que l'impérialisme réalise sur l'ensemble du globe. Les masses pauvres sont parquées dans de gigantesques camps de concentration d'où les puissances impérialistes importent la main-d'œuvre dont elles ont besoin.

Ce n'est pas que les pays sous-développés soient démunis de richesses actuelles (que l'impérialisme pille sans vergogne) ou potentiels.

Mais à quoi bon développer l'agriculture et l'industrie puisque les pauvres ne peuvent pas acheter. Comment le paysan de l'Inde par exemple, pourrait-il se procurer engrais ou matériel agricole, lui qui n'a pas les moyens d'acheter sa propre nourriture en période de famine ?

La loi du profit, la loi de l'impérialisme condamne donc deux milliards et demi à trois milliards d'êtres humains à végéter dans la misère et la disette permanentes.

Et pour maintenir sa domination, l'impérialisme impose dans les pays arriérés la survie de structures sociales moyenâgeuses défendues par des Etats, des armées, des polices modernes.

Car pour contenir les masses misérables, l'impérialisme n'est, en revanche, pas avare d'aide militaire.

Le rôle des monocultures d'exploitation

On ne saurait dire que le colonialisme ou l'impérialisme n'ont développé aucune culture dans les pays arriérés. Ils ont au contraire répandu ou introduit de nombreuses cultures d'exportation (cane à sucre, arachide, cacao, café, thé, hévéa, coton, etc.). Seulement ces cultures ne profitent guère aux habitants des pays producteurs, mais aux trusts qui exploitent les plantations ou contrôlent la commercialisation des produits.

Les rendements souvent élevés de ces cultures démontrent à l'évidence qu'avec des capitaux on peut obtenir dans les pays pauvres des cultures de pays riches.

Ces monocultures constituent souvent une plaie pour les Etats producteurs. D'une part elles se font au détriment des productions vivrières. D'autre part l'exploitation « sauvage » de bien des plantations, dans le

but d'un profit immédiat, épuise souvent les sols.

L'extension de ce genre de culture varie selon les régions. Assez rares loin des ports et des moyens de transports, elles sont maximales le long des côtes tropicales. En particulier en Amérique centrale et dans les Antilles, où il faut parfois importer la quasi totalité des produits alimentaires.

Ces monocultures ne sont pas inutiles ni nécessairement mauvaises en elles-mêmes. L'agriculture moderne — dans tous les pays — tend à la spécialisation, et la monoculture n'est pas spécifique des pays sous-développés.

Mais, pour bien des pays pauvres, ce genre de culture représente une telle charge pour la paysannerie qu'il serait pleinement justifié, dans un premier temps du moins, de les remplacer par des cultures vivrières pour lutter contre la famine.

• La Terre est-elle trop peuplée ?

La population de la planète s'accroît très vite. Rien que durant les vingt dernières années, elle a augmenté de 1,4 milliard, c'est-à-dire de plus de 50 %. Au rythme actuel, la population mondiale passerait de 4 milliards aujourd'hui à 7,2 milliards en l'an 2000, 14 milliards en 2040, 28 milliards en 2070.

Bien entendu, ces prédictions sont fantaisistes. Le taux de natalité a énormément baissé dans les pays industrialisés avec l'élévation du niveau de vie et du niveau culturel. Selon les « prévisions » d'autrefois, l'Europe aurait dû être beaucoup plus peuplée aujourd'hui qu'elle ne l'est réellement. L'ensemble de la terre connaîtra sans doute une évolution analogue si la société, le niveau de vie et la culture changent.

En tous cas, ces chiffres suffisent à quelques-uns pour hurler au danger de surpopulation et de famine généralisée qui en résulterait. Soit dit en passant,

ce « surpeuplement » futur n'est pas un argument pour expliquer pourquoi il y a des famines aujourd'hui ! En tous cas, ce sont de tels chiffres qui servent de prétexte aux tenants des théories néo-malthusiennes qui s'en prennent aux seuls pays sous-développés, là où il y a l'essentiel de l'accroissement de la population mondiale. Si les pays du Tiers Monde sont pauvres, c'est parce qu'ils sont trop peuplés nous dit-on.

Qu'en est-il réellement ?

L'Inde avec 600 millions d'habitants a une densité de 183 habitants au kilomètre carré en 1975, sensiblement la même que celle de l'Italie (185), bien moins forte qu'en Grande-Bretagne (229) ou en Allemagne de l'Ouest (249). Le Bengla-Desh paraît sans doute surpeuplé, avec le taux record de 538 habitants au kilomètre carré, mais pourquoi les Pays-Bas (404) ne sont-ils pas dans le même cas ?

Si l'on prenait au mot les te-

nants des théories néo-malthusiennes, l'Europe occidentale devrait donc être plongée dans la famine.

Au lieu de cela, les pays d'Europe font venir par millions des travailleurs immigrés des pays pauvres ; en 1974, il y avait quatre millions d'émigrés en France et en Allemagne, trois millions en Angleterre...

Et puis, comment expliquer que des continents presque vides, comme l'Afrique ou l'Amérique du Sud, connaissent la famine ? En Ethiopie, la densité est de 23, dans les pays du Sahel, elle oscille entre 5 et 22 habitants au kilomètre-carré. Ces faibles peuplements n'ont pas mis ces pays à l'abri des famines.

Manifestement, les chiffres se retournent contre les néo-malthusiens. Ce n'est pas le prétendu surpeuplement qui est la cause de la famine. C'est l'organisation sociale, que cherchent à dissimuler les tenants de cette pseudo-théorie.

• La planète manque-t-elle de terres cultivables ?

La quantité limitée de terres utilisables pour l'agriculture ou l'élevage est un des principaux arguments avancés par ceux qui mettent les famines au compte de la surpopulation.

Qu'en est-il en réalité ?

Actuellement, sur les 140 millions de kilomètres carrés de

terres émergées, les terres cultivées représentent seulement 18 %, les forêts 27 % et les déserts ou sols arides 55 %.

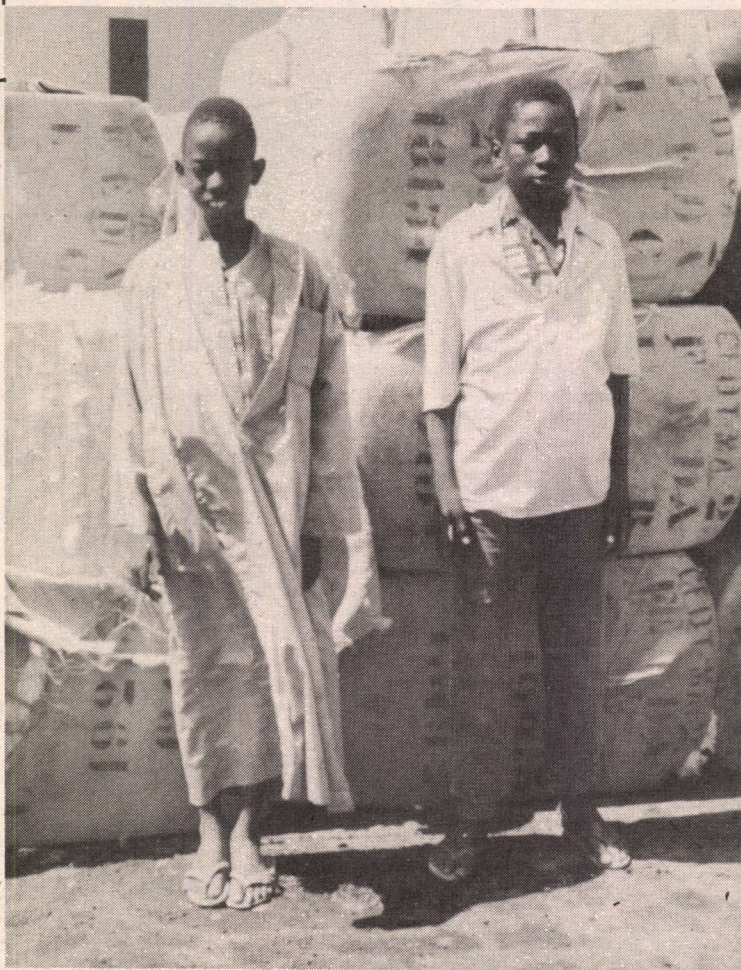
Mais parmi ces 18 % de terres cultivées sont comptées aussi bien les terres à blé américaines, à haut rendement, utilisant largement engrais et

mécanisation, que les champs africains aux rendements et aux procédés archaïques. C'est dire que la plus grande partie (les deux-tiers) est très loin d'être utilisée au maximum de son rendement. La « Conférence des Nations Unies sur la population », en 1974, affirmait que, si toutes les terres cultivées l'étaient avec autant de soin que les champs de maïs de l'Iowa, elles pourraient nourrir 47 milliards d'êtres humains ! La prévision est peut-être optimiste, mais de toute façon la marge est grande de 4 milliards d'habitants actuels de la planète à ces 47 milliards hypothétiques.

En outre, la plupart des spécialistes s'accordent pour affirmer la possibilité d'accroître dans des proportions importantes la quantité de terres cultivables : entre 25 et 200 % d'augmentation selon les experts.

L'accroissement de la productivité des sols, comme la transformation de bien des terres, même arides, en terres cultivables sont des problèmes qui, sur le plan technique, ont déjà trouvé dans certains pays leur solution. Pour ne citer que deux exemples, en URSS, la « steppe de la faim » en Asie Centrale est maintenant irriguée sur 3 000 km². Et dans un pays semi-aride du Moyen-Orient, en Israël, le rendement des vaches laitières a dépassé celui de la Hollande !

C'est dire que, ni pour les famines passées, ni pour les famines qui menacent, le manque de terres utilisables pour l'agriculture ne peut être invoqué comme explication.



Balles de coton au Sénégal... au profit des trusts et non de la population locale. (Ph. Viollet)

ET LES FAUX REMEDES



8 JOURNÉE NATIONALE 24 MARS 1968
COMITÉ FRANÇAIS CONTRE LA FAIM

Ce n'est pas la charité qui vaincra la faim.

Les organisations internationales tributaires de l'impérialisme

Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'ONU prétendit combattre la faim. En octobre 1945 fut créée la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), aujourd'hui encore principal organisme officiellement voué à cette tâche.

Dépendant de l'ONU, son objectif fut à l'origine d'éviter des variations brutales des prix agricoles dont les pays pauvres étaient les victimes. En outre, la FAO s'occupait des problèmes agricoles (irrigation et produits animaux), de nutrition et de formation professionnelle. Mais dès 1946, la FAO était cantonnée dans un rôle de conseiller des gouvernements, les pays impérialistes refusant un quelconque contrôle du marché agricole mondial. De plus, ses suggestions ne sont pas toujours appliquées par les pays impérialistes. Ces derniers devaient ainsi fournir 1 % de leur revenu

national aux pays sous-développés. Mais de 1961 à 1972 la moyenne a régressé de 0,8 % à 0,78 %.

A l'échelle européenne, et fonctionnant auprès de l'OCDE (Organisme de coopération et de développement économique), se trouve le CAD (Comité d'aide au développement) qui a pour tâche de prêter des capitaux aux pays sous-développés. Tous ces organismes dépendent donc étroitement des gouvernements impérialistes.

Puis, un peu à part, l'on trouve des organisations charitables, généralement d'inspiration reli-

gieuse, comme Caritas et Frères des Hommes.

Il faut, enfin, mentionner le rôle de la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement). Faisant des prêts aux pays sous-développés, la BIRD finance certains projets conjointement avec la FAO. Vingt administrateurs la dirigent, dont, de plein droit, les représentants des cinq principaux pays capitalistes. Et comme président, depuis 1968, on trouve l'Américain Mac Namara, ancien secrétaire d'Etat à la Défense lors de la guerre du Vietnam. Tout un symbole !

CE N'EST PAS NOUS QUI LE DISONS

« La FAO, comme les autres institutions des Nations Unies, n'a d'autres pouvoirs que ceux que ses Etats membres lui accordent. En fait, outre les conseils concernant des projets spécifiques, les

avertissements, les mises en garde en privé ou en public, constituent à peu près les limites de son action ».

Addeke H. BOERMA
Directeur général de la FAO
(Octobre 1974)

Les prétendues solutions de la bourgeoisie

Les théoriciens officiels de la bourgeoisie ne proposent rien de sérieux contre la persistance de la faim. Ils font semblant de croire au « décollage économique » des pays arriérés rebaptisés « en voie de développement » alors que l'expérience en montre l'inexistence. Ils prétendent que tout s'arrangerait avec une augmentation de l'aide des pays riches, alors qu'en réalité les pays pauvres sont pillés par l'impérialisme. Au fond, ils n'ont qu'une crainte : que les masses d'affamés du tiers monde provoquent un jour des troubles révolutionnaires. Ce n'est pas la famine qui les inquiète, mais ses conséquences.

En définitive, ils ne savent que proposer la limitation des naissances, alors que c'est précisément la misère et le bas niveau culturel qui engendrent la natalité élevée.

A côté de ces défenseurs patentés de l'impérialisme, des spécialistes comme Josué de Castro ou René Dumont contestent le système actuel et propo-

sent d'autres solutions. Mais des solutions nécessairement utopiques, dans la mesure où ils n'envisagent pas la révolution prolétarienne.

L'ancien directeur de la FAO, Josué de Castro, s'indigne à l'idée de résoudre le problème de la faim par la lutte contre la natalité. A juste titre il soutient que les moyens techniques existent pour alimenter l'ensemble de la population. Il reconnaît que l'archaïsme des structures sociales paralyse tous les progrès. Le véritable problème est, selon lui, d'ordre politique : du fait de l'égoïsme des pays riches, l'aide est « insuffisante, mal adaptée, mal distribuée ». En définitive, il demande aux dirigeants impérialistes de changer leur façon de faire. Dans le meilleur des cas c'est de la naïveté, dans le pire de l'hypocrisie.

Un homme comme René Dumont qui, depuis plusieurs décennies, bataille contre la faim, ne croit plus en la sincérité et l'efficacité de cette aide. Il en appelle aux masses paysannes

des pays sous-développés qu'il invite à ne « compter que sur leurs propres forces », à l'exemple de la Chine.

Malgré la lucidité de certaines de ses analyses, Dumont n'en garde pas moins espoir, pourtant, en certains dirigeants, en majorité militaires, que leur origine paysanne disposerait à relever « la condition paysanne ». C'est dire l'étendue de ses illusions.

Et surtout, il voit, lui aussi, dans l'accroissement de la population le mal prioritaire qu'il faut combattre. Il fixe même cet objectif aux pays sous-développés. Par contre, il demande aux populations des pays capitalistes d'économiser l'énergie et de réduire leur consommation de viande ! Un langage qui, on le voit, n'est pas très nouveau... ni très révolutionnaire.

En aucun cas les théoriciens de la bourgeoisie, même les plus radicaux, n'ont de solutions satisfaisantes à proposer, et encore moins de moyens d'y parvenir.

● La révolution verte

Après la Deuxième Guerre mondiale, une équipe d'agronomes américains (sous la direction de Norman Borlaug, qui reçut pour cela le prix Nobel de la Paix en 1970) a mis au point des variétés de blé d'un rendement trois à quatre fois supérieur à celui des variétés normales. Plus récemment, en 1962, cela fut fait pour le riz (développement plus rapide et rendement double).

Le moyen semblait trouvé d'accroître considérablement ces productions vitales dans les pays sous-développés. C'est cela que techniciens et politiciens ont appelé, par anticipation, la « révolution verte ».

De fait, ces nouvelles variétés ont été utilisées à grande échelle à la fin des années 1960. Elles représentaient ainsi, en 1970, 36,8 % des surfaces cultivées en blé de l'Inde, 45,6 % au Pakistan.

Mais, si elles ont permis un développement important de la production (en Inde, la production de blé est passée, de 1967 à 1972, de 12 millions de tonnes à 26 millions de tonnes), elles n'ont pas pour autant résolu le problème de la faim. D'abord parce que l'accroissement démographique a connu un rythme rapide. Et, d'autre part, ce développement de la production a surtout profité aux paysans riches, aux grands propriétaires, qui sont seuls capables de fournir les engrais, les pesticides et les travaux d'irrigation nécessaires à ces cultures de haut rendement. Et, si cette « révolution verte » a ainsi enrichi les riches, elle a en même temps, souvent, appauvri les pauvres !

En Inde, par exemple, les propriétaires ont préféré exploiter directement leurs rizières qui étaient devenues sources de grands profits, plutôt que de continuer à les louer, réduisant ainsi au chômage la plus grande partie de leurs fermiers.

Ainsi, loin d'apporter une solution aux problèmes de la faim, la fameuse « révolution verte » les a parfois aggravés.

Ce qui ne pourra étonner que les « techniciens » qui refusent de voir que le problème essentiel n'est pas technique, mais social.

● Malthus et le néo-malthusianisme

Malthus, pasteur anglais, vécut de 1766 à 1834, au début de la Révolution industrielle. Selon lui, les causes de la misère seraient à rechercher dans la surpopulation. Car, d'après Malthus, alors que la population croît de façon géométrique (2, 4, 16, etc.), les ressources alimentaires ne peuvent que s'accroître de façon arithmétique (2, 4, 6, etc.). Et ceux qui sont de trop au grand banquet de la nature (...) n'ont qu'à s'en aller ». Autrement dit : mourir de faim.

Pour éviter la surpopulation, Malthus propose donc la limi-

tation des naissances (par le célibat et la continence) pour ceux qui n'auraient pas les moyens de nourrir leurs enfants, c'est-à-dire les classes pauvres.

Le Néo-malthusianisme est la doctrine de ceux qui, à notre époque, préconisent la limitation des naissances pour mettre fin à la misère.

Ce courant prévaut parmi les économistes actuels et ceux qui s'interrogent sur le « devenir de l'humanité », même s'ils ne se prétendent pas ouvertement néo-malthusiens, qu'ils soient de droite, comme le Club de

Rome, ou qu'ils se disent de gauche, comme René Dumont et les autres écologistes.

Des conseils adressés aux pauvres et aux déshérités (« Soyez chastes » ou « n'ayez pas d'enfants »), la bourgeoisie et ses « penseurs » n'en ont jamais été avares. Des conseils pour leur bien, évidemment ! S'ils ne surprennent pas sous la plume des défenseurs avoués de l'impérialisme en quête de justification, ils sont scandaleusement hypocrites sous celle de gens qui se posent en « amis du Tiers-Monde ».

dossier

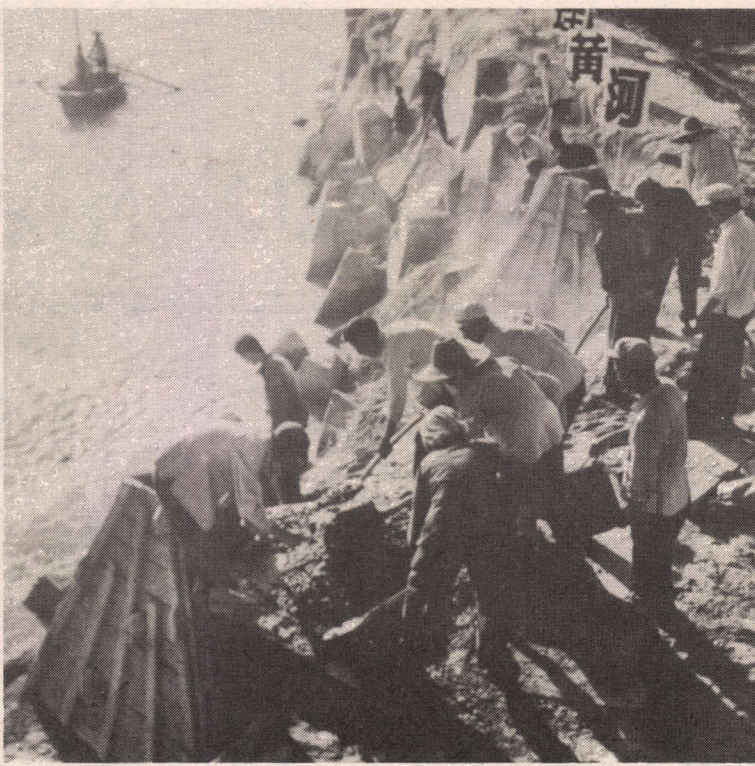
la faim dans le monde

La voie chinoise



(Ph. Viollet)

La Chine, imagerie...



(Ph. AFP)

Les pays arriérés qui ont résolu, même partiellement, les problèmes de la faim, sont ceux qui ont connu une révolution sociale.

La Russie des tsars était terre de famines, et c'est la révolution prolétarienne de 1917, en jetant bas la féodalité dans les campagnes, qui a permis de donner la terre aux paysans, d'accroître les récoltes, de vaincre la famine. Après il est vrai, une terrible et dernière famine durant la guerre civile. L'URSS n'a sans doute pas réglé tous ses problèmes alimentaires, elle a du moins résolu le problème des famines, même si son agriculture connaît de grosses difficultés du fait de la collectivisation forcée des terres, du gros retard industriel et du poids de la bureaucratie.

Actuellement c'est la voie chinoise qui prend valeur d'exemple aux yeux de beaucoup. Davantage que la Russie, la Chine était le pays traditionnel de la faim. C'en était le symbole. Le régime maoïste mis en place en 1949 semble avoir

rapidement jugulé les famines.

La Chine moderne a supprimé les structures féodales, confisqué les grandes propriétés puis collectivisé l'agriculture. Elle n'est certes pas parvenue à répandre machines agricoles et engrais — et ne semble pas près de le faire — mais elle a utilisé au mieux l'abondante main-d'œuvre des campagnes. Par un travail acharné et militarisé, par le rationnement aussi, le peuple chinois, qui n'est certainement pas venu à bout de toutes les carences alimentaires, est parvenu à juguler les famines, et cela malgré une augmentation considérable de la population qui a plus que doublé en 25 ans.

C'est un formidable succès. Ce résultat réduit à néant les affirmations de ceux qui prétendent que le surpeuplement est cause principale de la faim.

La Chine n'est pas moins « surpeuplée » que l'Inde toujours affamée. Ce qui distingue les deux pays, ce ne sont pas les densités humaines, mais la révolution.

Bien entendu, la voie chinoise a des limites. Pour tenter de constituer une économie nationale puissante, les dirigeants chinois pressurent au maximum la paysannerie. L'industrialisation réelle du pays — et donc de l'agriculture — dépend de la révolution prolétarienne mondiale et dépasse les possibilités d'une révolution bourgeoise dans un pays arriéré. Mais on voit que pour sortir le quart de l'humanité de la famine, sans même l'apport des techniques modernes, il a suffi de détruire le vieil édifice social.

Extrait d'un article de Lénine

du 22 décembre 1911 sur les famines qui sévirent en Russie en novembre et décembre 1911

« ... Il est impossible de combattre réellement les famines si l'on ne met pas un terme au manque de terre dont souffrent les paysans, si l'on n'allège pas les impôts qui les écrasent, si l'on n'élève pas leur niveau culturel, si l'on ne transforme pas

radicalement leur situation juridique, si l'on ne confisque pas la terre des propriétaires fonciers, si l'on n'effectue pas une révolution... »

(Œuvres complètes - Tome 17, page 454.)

Des solutions immédiates

■ Que pourraient donc faire des révolutionnaires prolétariens s'ils étaient portés au pouvoir par les masses populaires d'un pays économiquement arriéré, comme le Sénégal ou comme Cuba, par exemple, en attendant le triomphe de la révolution à l'échelle internationale ? Imiter le « modèle chinois » ? Justement non.

Bien entendu, immédiatement la terre serait prise en main par ceux qui la travaillent, délivrant du même coup la paysannerie de l'exploitation par les propriétaires fonciers. Les dettes seraient abolies. Les impôts supprimés ou du moins considérablement allégés. Les révolutionnaires socialistes n'auraient aucune raison de ménager les propriétaires terriens comme les maoïstes l'ont fait durant tout un temps en Chine.

Mais surtout, la perspective serait totalement différente. Pour tenter d'industrialiser leur pays par ses seules forces, les tenants de la voie chinoise ou de la voie cubaine doivent pressurer la paysannerie. Car ce n'est que par l'exploitation des masses paysannes qu'ils espèrent trouver de quoi dégager les ressources nécessaires. Ainsi, pour acquérir des devises,

pour disposer d'une monnaie d'échange, les dirigeants cubains ont maintenu dans leur île la culture de la canne à sucre, imposant à la paysannerie de lourds sacrifices, en travail, pour tenter d'obtenir des récoltes record.

Les révolutionnaires socialistes n'auraient aucune raison d'imposer de telles contraintes. Les paysans auraient la possibilité de remplacer les arachides du Sénégal, ou la canne de Cuba par des cultures vivrières. Il va sans dire que cela ne résoudrait pas l'ensemble des problèmes. Cela n'aurait pas la prétention d'être le socialisme.

Mais, au moins, aucun obstacle n'empêcherait les masses paysannes d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour tirer de la terre leur nourriture.

Et ce serait un progrès immense, même par rapport à la voie chinoise, en ce qui concerne le sort des masses laborieuses.

Cela serait une étape, un moyen d'attendre jusqu'à ce que la révolution s'étende et mette à la disposition de la population de ces pays les richesses industrielles accumulées dans les métropoles de l'impérialisme.

C'EST LE SOCIALISME QUI VAINCRA DÉFINITIVEMENT LA FAMINE

■ Contrairement à ce qu'on peut s'imaginer peut-être, triompher de la famine ne sera, pour la révolution à l'échelle de la planète, une tâche ni particulièrement difficile ni particulièrement longue.

Ce que la bourgeoisie ne parvient pas à faire disparaître, parce qu'elle ne cherche pas à le faire, la faim, la disette, la famine, les révolutionnaires pourront en finir en très peu d'années.

L'exemple chinois prouve qu'en peu de temps, avec de pauvres moyens, dans un milieu naturel pourtant défavorable et « surpeuplé », le fléau a disparu.

Et la révolution socialiste mondiale disposerait évidemment de moyens d'une tout autre ampleur. La répartition sur-le-champ des stocks et surplus alimentaires des pays industrialisés permettraient de vaincre la famine quasi immédiatement. L'extension au maximum des possibilités des cultures existantes dans ces mêmes pays accroîtrait en très peu de temps la production mondiale de notable façon. En cas de nécessité, tout ou partie des monocultures d'ex-

portation des régions sous-développées seraient reconverties en cultures vivrières.

Bien entendu, les circonstances plus ou moins difficiles de la révolution elle-même pourront assombrir le tableau. La guerre diminuerait évidemment les stocks disponibles immédiatement sur la planète. La révolution peut rester limitée d'abord dans des pays arriérés économiquement avant de s'étendre au monde entier. Tout ceci est vrai. Mais il est clair que la disparition quasi immédiate de la famine est tout à fait à la portée des ressources actuelles de la terre.

Une fois que l'humanité bénéficiera d'une ration alimentaire, encore faible peut-être, mais déjà suffisante, la tâche sera d'augmenter les rendements des cultures et de l'élevage dans les régions économiquement arriérées, de conquérir, si cela ne suffisait pas, de nouvelles terres à la culture. Tout ceci ne pourra se faire qu'avec l'industrialisation de la planète, la multiplication des usines d'engrais, de matériel agricole. En même temps, il faudra sélectionner une armée de centaines de

milliers de techniciens compétents chargés de guider les progrès techniques et culturels des masses paysannes, dont la majeure partie quittera d'ailleurs progressivement les travaux agricoles pour l'industrie.

Il s'agit là d'une tâche d'une tout autre ampleur que la victoire immédiate contre la famine, et qui demandera plus de temps, mais dont les moyens, et technologiques et humains, existent en puissance dans la société actuelle. Moyens qui se développeront à une vitesse croissante pour peu qu'on se débarrasse de la propriété privée et de la loi du profit.

Parallèlement, l'humanité nouvelle apprendra à se dégager des habitudes alimentaires héritées depuis des siècles du milieu naturel ou du conditionnement social, et qui sont souvent irrationnelles.

Les hommes apprendront à se nourrir rationnellement, ni trop ni trop peu, et consciemment, à partir du moment où le problème de la faim dans le monde ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Préparation des élections municipales

PROPOSITION D'ACCORD
NATIONAL LCR-LO

■ Vendredi 3 décembre, à la demande de Lutte Ouvrière, une rencontre entre les représentants de la Ligue Communiste Révolutionnaire et ceux de notre organisation a eu lieu au sujet des prochaines élections municipales.

Les camarades de la Ligue nous ont confirmé à cette occasion les propositions que le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale (dont la LCR est la section française) nous a fait récemment tenir par lettre. Ces propositions comportent deux volets. L'un au plan international concerne non seulement Lutte Ouvrière mais les organisations appartenant au même courant, The Spark (Etats-Unis), Combat Ouvrier (Antilles) et UATCI (immigration africaine en France). Nous en rendrons compte prochainement, en même temps que notre réponse et nos contre-propositions. L'autre, au plan strictement français, concerne les relations entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière. Le Secrétariat Unifié et la Ligue Communiste Révolutionnaire nous proposent l'édition d'un supplément hebdomadaire de quatre pages commun à Rouge et à Lutte Ouvrière (un essai de cette for-

mule, nous ont dit les camarades de la LCR, pourrait être fait à l'occasion d'une campagne commune pour les municipales puis, en fonction de ce premier essai, poursuivi par la suite), la mise sur pied de listes et d'une campagne communes pour les municipales, et enfin la mise sur pied d'une conférence ouvrière des militants des deux organisations dans le courant de l'année prochaine.

Dans le détail, ces différentes propositions sont évidemment encore à discuter. Mais nous avons confirmé aux camarades de la LCR que Lutte Ouvrière était prête pour sa part à examiner toutes les possibilités de collaboration entre les deux organisations et toutes les possibilités qui pourraient permettre d'avancer dans la voie de l'unité du mouvement trotskyste.

Notre proposition de listes et de campagne communes à l'occasion des municipales est cependant indépendante d'un éventuel rapprochement et d'une éventuelle collaboration plus poussée entre les deux organisations. Et la proposition, pour notre part, en a été faite indépendamment des propositions du Secrétariat Unifié. Les conditions des élections municipales sont telles en effet que, séparément, chacune des organisations révolutionnaires n'a guère de possibilités de présenter une liste de candidats que dans quelques rares villes. La présentation de listes communes est donc une nécessité, si l'on veut que les révolutionnaires aient une chance d'être présents dans un nombre significatif de municipalités à l'occasion de ces élections. L'unité est donc là une nécessité pour pouvoir simplement apparai-

tre.

Mais, d'un autre côté, nous ne voulons pas constituer des listes sur des bases confuses, ou même contradictoires, sous prétexte que ces élections ont un caractère essentiellement local. Nous ne sommes pas prêts à participer à des listes qui apparaîtraient en fonction des alliés trouvés ici ou là et des concessions qui leur seraient faites, comme ici une liste écologiste, là régionaliste ou autonomiste, ailleurs féministe, ou encore avec la bien vague étiquette de « candidats des luttes », mots jamais clairement communistes révolutionnaires.

C'est pour cela que nous proposons à la Ligue un accord national visant à constituer, partout où les forces réunies des deux organisations le permettront, des listes communes.

Bien entendu, des militants ap-

partenant à d'autres courants d'extrême-gauche pourront s'ils le veulent être présentés sur ces listes. Mais à condition qu'elles se constituent partout sur les bases de l'accord national et qu'il soit bien clair qu'il s'agit de listes révolutionnaires.

Bien entendu aussi, nous serions d'accord pour étendre éventuellement cet accord national à d'autres organisations révolutionnaires, si elles étaient prêtes à y souscrire. C'est d'ailleurs ce que nous avons dit aux camarades de Révolution ! qui avaient demandé à nous rencontrer au sujet de ces élections municipales et que nous avons vus !: veille de notre rencontre avec la Ligue.

Les représentants de la LCR se sont dits d'accord avec nos propositions. Un premier examen rapide nous a permis d'envisager la présentation d'une liste commune dans plus d'une trentaine des principales villes du pays.

Sur la base d'un projet que la LCR avait soumis il y a quelques semaines aux différentes formations d'extrême-gauche, un projet de plate-forme politique doit être discuté entre les deux organisations lors d'une prochaine rencontre.

en bref... en bref... en bref...

APRES LES FAUX BILLETS,
LES FAUX LINGOTS...

En perquisitionnant des casiers de la consigne de la gare de Lyon-Perrache, la police a trouvé 26 faux lingots d'or constitués en fait d'un bloc de cuivre plaqué d'une fine couche d'or. Venant juste après l'affaire des faux « Corneille », cette découverte semble montrer qu'il règne une activité intense dans le petit monde des faux-monnayeurs.

Cela n'est guère surprenant : en ces temps d'inflation, d'incertitude monétaire et de spéculation, les possesseurs de capitaux se ruent sur les valeurs dites sûres (bijoux, tableaux de maîtres, propriétés foncières et or sous toutes ses formes).

Des petits malins en profitent. En fait de valeur sûre, ils offrent du toc, que l'on s'arrache à prix d'or, c'est le cas de le dire.

Ainsi l'escroquerie artisanale se développe en marge de la grande



politique économique et financière de l'Etat qui a conduit à la folie monétaire actuelle. Et s'il suffit de quelques policiers pour arrêter le trafic du faux-lingot,

les bourgeoisies du monde entier, perdues dans l'absurdité de leur système, n'ont pas trouvé la solution pour arrêter la course folle des monnaies.

« LES HAUTS MURS »,
ÇA EXISTE TOUJOURS !

Un jeune a-t-il volé ou bien commis un délit mineur, la justice peut le placer dans un centre de « rééducation ». Dans le Nord, à Phalempin (15 km au Sud de Lille), il existe un de ces centres, le Centre d'apprentissage artisanal du Nord. C'est un établissement privé où l'on entre à 14 ans pour en ressortir à sa majorité.

Le régime est celui de la prison : port d'un uniforme entièrement bleu, des chaussettes et des sous-vêtements « maison » obligatoires. Trois cigarettes par jour, 2,50 F d'argent de poche par semaine.

Mais c'est le système de discipline qui est le plus draconien. Malheur à celui à qui il manque un bouton de chemise et qui ne l'a pas recousu immédiatement. Il sera condamné à faire du sport toute la journée : les « éducateurs » se relayant pour le surveiller, on ne le lâche que lorsqu'il est totalement épuisé. Il

suffit d'ailleurs d'être le dernier à avoir enfilé son bleu de travail le matin pour récolter dix tours de piste de 450 m chacun !

Et ce ne sont là que des punitions bénignes. Pour une faute plus grave (être dans une bagarre, par exemple) vous pouvez nettoyer les W-C avec un morceau de verre, ou bien creuser un trou de 50 cm x 50 cm dans du béton armé (vieux blockhaus) avec un burin et un marteau, dehors, en plein hiver, ou bien encore scier une barre d'acier trempé (le « fromage ») avec une seule lame de scie !

Dans ce domaine, les « éducateurs » font preuve d'une belle imagination. Ainsi, ils ont inventé une punition exemplaire pour un des pensionnaires qui s'était échappé et avait volé pour s'acheter une tente. Ils l'ont obligé à camper au milieu de la cour, dans la neige, en slip, avec uniquement un sac de couchage !

JIMMY ET LE BIG BUSINESS

Sous le règne de Ford, le financier Rockefeller était vice-président. Sous celui du « petit » planteur de cacahuètes Jimmy Carter, les puissances d'argent ne perdront pas leur place dans les hautes sphères de l'appareil d'Etat américain.

Pour commencer, le banquier personnel de Carter, celui qui a su lui accorder des prêts pour

ses plantations d'arachides, aura droit à une place de choix.

Ensuite, pour gérer les finances dites publiques, le président d'une des premières banques privées du monde, la Bank of America, est déjà pressenti. A moins que ce ne soit le P-DG de la société Du Pont de Nemours. Il y a deux favoris pour le poste.

Enfin, parmi les autres candidats à des postes économiques

dans le gouvernement de Carter, on relève, en vrac, le président de la société Bendix, des représentants de plusieurs banques d'affaires, d'entreprises de courtage, ainsi que des universitaires.

Que le président des Etats-Unis soit démocrate ou républicain, c'est toujours le « big business » qui est gagnant aux élections.

R.B.

POUR LES CRS, LE PROBLEME
DU LOGEMENT, CA N'EXISTE PAS

Depuis le 24 novembre, à l'île d'Yeu, la colonie de vacances du Comité d'entreprise des usines Michelin de Clermont-Ferrand est occupée par les CRS.

Malgré l'opposition des responsables syndicaux, les locaux ont été réquisitionnés par le préfet de la Vendée pour loger une compa-

gnie de CRS ayant pour mission « de garder les nationalistes basques en résidence surveillée ».

Les flics de Ponia au service du roi d'Espagne, pour surveiller les réfugiés politiques, voilà qui va ternir un peu plus l'image de « libéral » dont Giscard cherche à s'affubler.

... lu avec intérêt... lu avec intérêt

Dans "Rouge" et dans "Libération" :

Les conséquences de la grève de la presse pour les journaux d'extrême-gauche

Dans leur numéro de mercredi, le premier paru après trois jours de grève, **Rouge** et **Libération** abordent le problème que représente, pour la presse ouvrière et tout particulièrement pour les journaux d'extrême-gauche, la perte financière provoquée par trois jours de non-parution.

Il n'est, pour **Rouge** comme pour **Libération**, pas question de remettre en cause la solidarité vis-à-vis des travailleurs du **Parisien libéré**. Mais la grève, destinée à frapper les grands patrons de la presse solidaires d'Amaury, met par contrecoup la presse d'extrême-gauche en difficulté. Bien sûr, les sommes perdues seraient dérisoires pour des patrons comme Amaury. Mais pour une presse d'opinion sans grands moyens financiers, le manque à gagner peut avoir des conséquences catastrophiques.

Un numéro de la **Vie Ouvrière**, publié avec l'accord du syndicat et avec la participation officielle de journalistes de **L'Humanité** et imprimé sur les presses de ce journal, a été diffusé nationalement pendant la grève, mardi. Cela montre qu'il est possible, lors d'une grève touchant la presse, de frapper les grands patrons financiers de la presse, tout en préservant la presse ouvrière. Bien sûr, pour que cette mesure concerne tous les journaux de gauche et aussi d'extrême-gauche, cela exigerait d'autres mœurs dans le mouvement ouvrier que le stalinisme régnant et cela supposerait la plus complète démocratie dans les rangs ouvriers. Mais cela indique dans quelle direction pourrait être résolu le problème que posent, chacun à leur façon, **Rouge** et **Libération**.



« Mourir pour un torchon. »
Grève générale du Livre, seul **Le Parisien libéré** paraît : nous avons commis ce titre il y a vingt mois. Nous aurions pu recommencer après les grèves qui nous ont empêché de paraître lundi et mardi. Est-ce manquer à la plus élémentaire solidarité à l'égard des travailleurs du **Parisien libéré** que de souligner ce fait ? Non. Nous sommes avec les six cent cinquante ouvriers privés de leur emploi parce que tel était le bon plaisir d'Emilien Amaury. Sans réserve.
Cela n'empêche pas de constater qu'à raison de 20.000 F à chaque fois, les quinze jours de non-parution de **Libération**, au cours des 22 mois de conflit entre le syndicat du Livre et Amaury, nous

ont coûté trente millions de centimes. Cela n'empêche pas non plus de réfléchir. Les travailleurs en lutte du **Parisien libéré** avaient diffusé des papillons où l'on pouvait lire : « Ne lisez pas **Le Parisien libéré**... tant que dure le conflit ». On cite de mémoire.
Faut-il en conclure qu'une fois la bataille terminée, au bénéfice, on l'espère, des ouvriers licenciés, les lecteurs seront invités à lire le plus salissant des quotidiens français ?
En attendant, la répétition des grèves du Livre met un journal comme **Libération** en péril mortel.
Au même moment, le torchon d'Amaury était seul dans les kiosques parisiens. »



« Pas de Rouge, ni vendredi, ni lundi, ni mardi. Comme l'ensemble des journaux, Rouge n'est pas paru après l'évacuation par les flics des grévistes du Parisien. »
Nous avons tenu, ainsi, non seulement à participer en tant que journal à l'action de riposte unitaire lancée par l'ensemble des syndicats de la presse (Livre et journalistes), mais aussi à marquer la solidarité d'un journal militant envers des travailleurs victimes d'une agression policière.
Cette volonté de solidarité, même si elle aurait pu, à notre avis, s'exprimer dans des formes plus offensives (avec la paru-

tion d'un journal unitaire de toutes les organisations ouvrières, ainsi que nous l'avons proposé dès dimanche), nous la réaffirmons aujourd'hui, alors que les journaux reparaissent. Nous continuerons dans nos colonnes à lui donner le plus large écho.
Mais nos lecteurs doivent savoir que cette position de principe n'a pour nous rien de platonique. En effet, dans cette période de difficultés financières que nous traversons, le fait de ne pas paraître pendant trois jours nous a conduit au bord de la catastrophe. En moyenne, il s'agit là d'une perte financière de 800.000 francs anciens par jour environ, deux millions et demi au total ! »



L'hebdomadaire de langue anglaise du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale donne les précisions suivantes quant à l'avenir de l'ex-président Ford :
« Lorsqu'il se retirera en janvier, il aura droit à une pension de 63.000 dollars par an (315.000 F) en tant qu'ancien président des Etats-Unis. En plus, il aura droit à une pension annuelle de 40.500 dollars (202.000 F) pour avoir été membre du Congrès pendant vingt-cinq ans. Par ailleurs, Ford bénéficiera de la franchise postale ainsi que d'une subvention

de 96.000 dollars par an (480.000 F) destinée à couvrir ses frais de secrétariat.
Et ce n'est pas tout. Pour assurer sa reconversion, il lui sera attribué une allocation dont le montant peut atteindre 900.000 dollars (4,5 millions de francs). »
Bref, sans compter les primes, Ford touchera environ 8 millions d'anciens francs par mois jusqu'à la fin de ses jours, pour les services qu'il a rendus à la bourgeoisie américaine. De quoi le consoler de son échec électoral !

La naissance d'une nouvelle organisation

La fusion de Révolution et de la GOP

Les 4 et 5 décembre, s'est déroulé le congrès de fusion entre l'Organisation Communiste Révolutionnaire (OCR) et la Gauche Ouvrière et Populaire (GOP), qui a donné naissance à l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT). Cette fusion est l'aboutissement de plus d'un an de discussion entre ces deux courants et, ces dernières semaines, de la publication de six numéros d'un hebdomadaire commun, **L'Outil-Révolution** !

L'OCR regroupait des militants — aux sympathies maoïstes — qui avaient scissionné, en 1971, de la Ligue Communiste. Elle se réclamait de 1.100 membres. La GOP, qui revendiquait 400 membres, provenait de la fusion en octobre 1975 de deux courants maoïstes issus du PSU. Le numéro 142 de **Révolution** ! définissait les objectifs communs à ces deux organisations en ces termes : « La volonté de construire un véritable parti révolutionnaire, implanté dans les masses, créé dans le feu de la lutte et fondé sur le marxisme, le léninisme et les acquis de la révolution chinoise. La compréhension de la place et du rôle du révisionnisme comme véritable courant bourgeois au sein de la classe ouvrière. »

La nouvelle organisation semble reprendre à son compte ces points de convergence. Elle proclame sa volonté d'offrir une alternative face au Parti Communiste et au Parti Socialiste, reprochant à la LCR et au PSU leur « opportunisme droitier ». Elle entend néanmoins insister sur les relations unitaires avec l'extrême-gauche, tout en privilégiant les relations avec l'organisation maoïste le Parti Communiste Révolutionnaire (**le Quotidien du Peuple**), qui ne semble guère répondre à ses avances.

Cette fusion sera-t-elle durable ? L'OCT sera-t-elle plus que la simple addition des groupes qui la composent ? Précipitera-t-elle un regroupement de certains courants maoïstes ? Il est beaucoup trop tôt pour le dire.

Mais la réaction des autres groupes paraît plutôt réticente. En tout cas, cette fusion correspond à une certaine clarification des courants de l'extrême-gauche.

LUTTE DE CLASSE

AU SOMMAIRE DU NUMERO 41 :

- Le problème syndical dans l'Espagne de Juan Carlos.
- Italie : le PC contraint de gérer la crise sans contrepartie politique.
- La lutte nationale en Afrique du Sud. ...
- France : unité de l'extrême-gauche, des révolutionnaires ou des trotskystes ?
- Deux conférences internationales.

Ceux du technique

Au sommaire du numéro 28 :

- Espagne : les libertés restent à conquérir.
- Les jeunes et le chômage.
- Un mini-dossier sur la pop-musique et la révolte des jeunes.
- et de nombreux échos des CET.
- Prix : 0,50 F.
- Pour se le procurer, s'adresser à nos militants ou écrire au journal.

... Te voilà un ennemi de la Constitution

de Peter SCHNEIDER

Sous forme de lettres écrites par l'accusé à son avocat, *...Te voilà un ennemi de la Constitution* raconte les tribulations d'un professeur d'Allemagne fédérale tombé sous le coup du « décret sur les extrémistes ».

Comme le rappelle la préface du récit, ce décret — promulgué le 28 janvier 1972 — interdit l'accès à la Fonction publique « aux extrémistes de droite comme de gauche ». D'après le bilan publié par les Jeunesses Socialistes en juillet 1975, il a été appliqué 553 fois en trois ans contre des « extrémistes » de gauche, et... 3 fois seulement contre la droite. En fait, c'est une machine de guerre contre ceux que la droite anticomuniste allemande nomme les « rouges ».

Le héros, un enseignant sans histoire jusque-là, apprend, alors qu'il est sur le point d'être titularisé, que des « doutes » se sont élevés, à l'inspection académique, sur son attitude à l'égard de la Constitution. Après quelques semaines d'inquiétude et de recherche, il finit par apprendre ce qui motive ces « doutes ». Dans une lettre qu'il a écrite à ses collègues en tant que responsable syndical, il a osé prétendre qu'il y a des lois antidémocratiques, « devant

lesquelles la seule attitude possible est la résistance et non l'obéissance ». Cette malheureuse phrase déclenche enquête, interrogatoire, pressions et menaces de l'administration. L'enseignant finit par être licencié et le tribunal confirme son licenciement. Entre-temps, le chef d'accusation a changé; le professeur est finalement renvoyé... pour s'être défendu. C'est ce qu'on lui explique au tribunal : « Un fonctionnaire qui, comme le plaignant, cherche à obtenir son maintien en fonction doit, même pendant la durée d'une procédure en cours, demeurer dans le cadre des devoirs de loyalisme et de fidélité qui lui incombent ».

Le milieu dans lequel se débat le malheureux est évoqué avec un grand réalisme : la réaction pour le moins timorée des collègues d'abord, solidaires certes, mais prudents et pas téméraires, « compréhensifs », faisant la part des choses... N'y aurait-il pas des aspects valables dans le décret ? Jusqu'où peut-on aller dans la résistance, dans l'intérêt même du collègue menacé ? Ne vaudrait-il pas mieux que la protestation soit la plus discrète possible ? Les élèves, eux, protestent de façon beaucoup plus énergique,

tandis que le directeur, sous le masque d'une fausse bienveillance à l'égard de l'inculpé, incarne la défense de la hiérarchie.

Le héros inspire la sympathie : intelligent, combatif et doué du sens de l'humour.

Certes, par rapport à ce qui est réellement arrivé à l'auteur — Peter Schneider a finalement gagné le procès que lui avait intenté l'administration dans des circonstances semblables —, le récit est de la fiction. Mais une fiction bien proche de la réalité. Car dans la République fédérale allemande actuelle, c'est bel et bien la « chasse aux sorcières » que l'auteur dénonce. Et pour un procès de gagné, combien de perdus ?

Solange DUPUY

Te voilà un ennemi de la Constitution de Peter Schneider - Coll. Lettres étrangères - Ed. Flammarion.



Le 4 décembre 1976, les nostalgiques de Hitler malmenaient et expulsaient manu militari Beate Klarsfeld et son mari. Les autorités ouest-allemandes ferment les yeux sur les activités de l'extrême-droite pro-nazie tandis qu'elles pourchassent tous ceux qui se disent de gauche dans la fonction publique. (VPI)

Une brochure sur la répression en RFA

Une brochure récemment parue, *Répression et démocratie en Allemagne fédérale*, en vente à la librairie de Rouge, fait un bilan assez complet des persécutions anticomunistes et de l'atmosphère qui règne dans la Fonction publique et dans la presse en RFA. On y trouve un historique des lois et décrets organisant la répression, des extraits d'interrogatoires et de procès, dont celui de l'auteur, P. Schneider,

ainsi qu'un aperçu de la lutte qui s'organise contre cette répression. Pour des raisons évidentes, les auteurs ne se désignent que sous le titre très vague de « Groupe d'information sur les pays de langue allemande ». Mais les informations qu'ils donnent sont précises et étayées de références. Sur ce problème, c'est un dossier à consulter.

A.N.

Le fou et les rois

de Marek HALTER

Le fou et les rois commence comme un roman autobiographique et finit comme un essai politique.

Marek Halter, l'auteur, n'a pas eu un destin banal. Juif polonais, il fuit à 5 ans le ghetto de Varsovie pour se réfugier en Ouzbékistan, où il passera le restant de la guerre mondiale. Mais l'ensemble de l'ouvrage est essentiellement consacré au récit des tentatives politiques de Marek Halter, militant pour une paix au Moyen-Orient, pour un rapprochement entre Palestiniens et Israéliens.

Pour lui, deux Etats, l'un palestinien et l'autre juif, peuvent exister côte à côte, mais le premier

doit être limité à la Cisjordanie, la Jordanie et Gaza. Pas un instant il n'envisage un droit de retour des Palestiniens en Israël même. Il ne remet jamais en cause l'Etat d'Israël. Simplement, il dit se sentir « palestinien ». Alors, il prêche le dialogue entre les uns et les autres. Il consacre même son activité, durant un temps, à tenter de le réaliser concrètement. Mais tout en cherchant à réconcilier les deux peuples, il reste sur le terrain du nationalisme. Ce qui le conduit finalement à rester prisonnier de son propre nationalisme pro-Israélien, même si celui-ci est assaisonné de bonnes intentions. Son champ d'activité, c'est la

gauche et l'extrême-gauche et plus particulièrement l'intelligentsia. Celle de la France, où il réside et avec laquelle il a de multiples liens, mais aussi celle d'autres pays, avec laquelle Marek Halter entretient des relations. Et ce qu'il raconte de ces milieux, en France au moment de la guerre des « Six jours », ce qu'il rapporte de ses propres déchirements, puis de son engagement pour Israël, ne manque pas d'intérêt.

Mais les réceptions, les conférences et toutes les tentatives réussies ou avortées dont il nous parle ensuite finissent par être fastidieuses. L'auteur fait état des divergences profondes qui le sé-

parent des dirigeants sionistes. Mais malgré tout, on le sent lié à eux par un fort sentiment de solidarité.

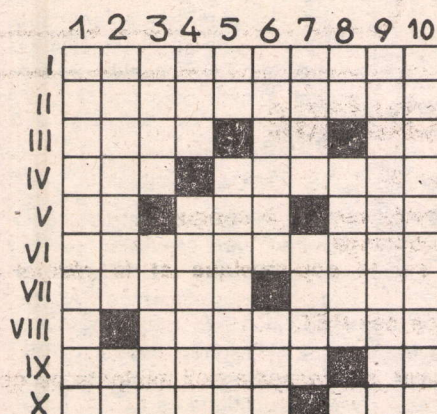
En fait, les idées que professe Marek Halter ne sont qu'une bonne conscience de gauche ou d'extrême-gauche du sionisme. Finalement, après ses échecs, il retourne à sa peinture.

Mais ses échecs ne peuvent surprendre que ceux qui croient à un règlement possible au Moyen-Orient sans que soient mis bas tous les nationalismes, et en particulier le sionisme de l'Etat d'Israël.

Louis GUILBERT

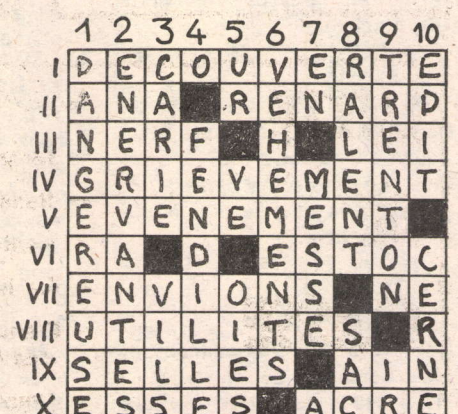
Le fou et les rois, de Marek Halter - Ed. Albin Michel - 35 F.

MOTS CROISES



HORizontalement. — I. Vengeait les victimes de l'injustice. — II. Elle en met plein la vue. — III. Il ne faut pas rater la dernière. — Finis quand le suivant commence. — Vis sans tête. — IV. Pas n'importe où. — Composés chimiques. — V. Appris. — Pas toi. — De l'eau dans la terre. — VI. Distingués quand ils ne sont pas respectueux. — VII. Marcherait. — Ont la corde à la gorge. — VIII. Fanfaronnade. — IX. Composés un par un. — Note. — X. Permet une bonne digestion. — Leurs coups sont peu sûrs.

VERTICALEMENT. — 1. Très difficiles à trouver. — 2. Vider. — Tête de girouette. — 3. Son col est toujours blanc. — Dans l'huile. — 4. Artère. — Allongés. — 5. Epelée : mer. — Remuant. — 6. Ne conduit pas droit au but. — Sortie. — 7. La mère de la petite Fadette. — Grands moments. — 8. Adverbe. — Parer mais pas au plus pressé. — 9. Qui rend bien des services. — 10. Elles ont fait l'objet de bien des répétitions.



Aux Dossiers de l'écran :

Le Parlement et les Français



Les Dossiers de l'écran du 7 décembre ne sont pas de ceux qui feront date.

Certes, le film de Franck Capra, « Mr Smith au Sénat », est un vieux classique américain qu'on a plaisir à voir. Il montre une espèce de boy-scout intègre partant en guerre contre la corruption au Sénat américain.

Mais le débat qui a suivi était des plus décevants et... soporifiques. Joseph Pasteur avait réuni quatre sénateurs, dont leur président Alain Poher, quatre députés, dont trois présidents de leurs groupes parlementaires respectifs — Gaston Defferre pour le PS, Ballanger pour le PC, Claude Labbé pour le nouveau RPR — enfin le ministre chargé des relations avec le Parlement, Robert Boulin, et Pierre Saindrichin de France-Soir.

Bien sûr, tous ces messieurs ont trouvé le film outrancier. Le ministre Boulin a même considéré comme « scandaleux » qu'on ose insinuer que les sénateurs puissent être malhonnêtes. Quant à la corruption, tous ces parlementaires sont tombés d'accord pour

reconnaître qu'il y avait bien des « moutons noirs... dans tous les groupes » — comme disait Claude Labbé du RPR — mais qu'il s'agissait, en quelque sorte, de regrettables exceptions confirmant la règle. Le cas Dassault, député et industriel fraudeur, n'a pas une seule fois été évoqué. Celui de Rives-Henry non plus. Même pas par le député du PCF qui « ne voulait pas citer de noms » !

Puis le débat a sombré dans des explications de détail sur le fonctionnement de l'institution parlementaire.

En fait, nous avons eu droit à une discussion mondaine, entre membres d'un club de politiciens bien élevés, au langage choisi, qui se donnent du « mon cher ami » grand comme le bras. Et Ballanger de même.

Et il ne s'est trouvé personne pour expliquer aux spectateurs ce qu'est vraiment le Parlement : un ornement de la pseudo-démocratie bourgeoise, la feuille de vigne de la dictature politique de la bourgeoisie.

Jacques FONTENOY

Les radios et l'histoire

Bellemare refait l'histoire

Samedi 4 décembre, sur les ondes d'Europe 1, Pierre Bellemare exposait une affaire politique dans le cadre de ses « Histoires extraordinaires », puisqu'il s'agissait de Sacco et Vanzetti, les deux ouvriers anarchistes italiens exécutés aux Etats-Unis en 1927 malgré une campagne internationale en leur faveur.

Mais Bellemare se gardait bien d'évoquer le contexte politique de chasse aux « rouges », anarchistes et communistes, et des campagnes de haine contre les émigrants récemment débarqués aux Etats-Unis. Pour lui, il ne s'agissait que d'une affaire criminelle compliquée. Et il concluait, s'appuyant sur les affirmations d'un expert consulté à l'époque, que Vanzetti n'était peut-être pas coupable mais que Sacco, lui, n'était qu'un vulgaire gangster, détrompeur d'une fabrique de chaussures et meurtrier de surcroît, puisque l'expert affirmait que l'arme de Sacco était celle du meurtre.

Les militants ouvriers Sacco et Vanzetti ont été envoyés à la chaise électrique par les réactionnaires américains en 1927, mais il y a toujours, aux Etats-Unis comme en France, des journalistes à la Bellemare qui sont prêts à justifier des procès fabriqués de toutes pièces.

Pierre BUISSON



Manifestation à Paris en faveur de Sacco et Vanzetti. (R. Viollet)

" Histoire d'un jour " sur Europe 1

Depuis quelques semaines, Europe n° 1 diffuse de 14 heures à 15 heures une nouvelle série : « Histoire d'un jour », évocation d'un événement chaque samedi.

Après entre autres, « Le putsch des généraux » en Algérie, le 6 février 1934 », samedi 4 décembre ce fut « La guerre des radios en août 1939 ». Cette période d'avant-guerre et de mobilisation des esprits du côté français, on l'imagine un peu en écoutant les grands artistes de l'époque comme Fernandel ridiculisant en chanson « les Boches » ou Maurice Chevalier célébrant en mesures

l'union sacrée du socialiste à l'homme de droite : « Et tout ça, ça fait d'excellents Français d'excellents soldats qui marchent au pas ».

Une fois la guerre déclarée, radios allemande et française se livrent à coups de chansons, de sketches et de bulletins de victoires militaires à une course effrénée pour maintenir le moral de « l'arrière » et saper celui de l'adversaire. La « drôle de guerre », la défaite puis l'armistice furent aussi évoqués par des extraits de bandes radiophoniques.

Et au travers de ces événe-

ments, « la guerre des radios » rappelle quel formidable moyen de pression constitue la radio — et aujourd'hui la télévision — pour conditionner toute une population, ce que n'oublent d'ailleurs jamais les gouvernements d'hier et d'aujourd'hui.

En définitive, voilà une émission qui ne prétend certes pas expliquer des faits historiques mais dont le mérite est de restituer radiophoniquement le climat d'une époque et de la faire ainsi mieux comprendre.

Guy FICHET

sélection

Samedi 11 décembre

A2 - 13 h 45 : L'aube des hommes. Quand l'Europe était transformée en banquise, une émission sur la dernière grande glaciation.

TF1 - 20 h 30 - Numéro Un, Joe Dassin.

FR3 - 20 h 30 - Juey, film télé britannique, l'histoire d'un jeune handicapé qui réussit avec quatre de ses camarades, handicapés comme lui, à publier un livre.

Dimanche 12 décembre

A2 - 16 h 20 - Des animaux et des hommes. Le cheval.

TF1 - 19 h 15 : Les animaux

du monde. Le peuplement de la terre après l'apparition des continents.

A2 - 20 h 30 : Récital Nicoletta.

A2 - 22 h 20 : Nous parlons, vous écoutez : « Les Indiens d'Amérique », un hommage à ce peuple massacré et méprisé, sous prétexte de conquête et d'expansion.

Lundi 13 décembre

TF1 - 17 h 05 : Que serais-je sans toi ? Une interview de Marek Halter, un sioniste de gauche qui durant quelque temps s'est penché sur le sort des Palestiniens. Voir aussi, dans la page livre, la critique de son livre Le fou et les rois.

TF1 - 20 h 30 : Le mystère d'Andromède, un film de science-fiction de Robert Wise, condamnant pêle-mêle la guerre

bactériologique et toutes les découvertes scientifiques pouvant être utilisées à des fins destructrices.

A2 - 22 h 50 : L'huile sur le feu : « Les travailleurs immigrés ». Sous l'arbitrage de Philippe Bouvard, le ministre Paul Dijoud est opposé à Emmanuel Dias, menuisier portugais.

Mardi 14 décembre

A2 - 20 h 30 : Les Dossiers de l'écran. Après la projection du film l'Aveu, de Costa-Gavras, avec Yves Montand et Simone Signoret, le débat aura pour thème : « Les procès dans les pays de l'Est », avec Arthur et Lise London, Pierre Juquin, membre du Comité central du PCF, Laurent Schwartz et Jiri Pelikan, ancien directeur de Radio-Prague. Un film et un débat à ne pas manquer.

Mercredi 15 décembre

TF1 - 20 h 30 : François le Champi, un film tiré de l'ouvrage de George Sand.

A2 - 21 h 30 : C'est-à-dire. Raymond Barre répond aux questions de J.-M. Cavada sur la situation économique et sociale.

TF1 - 22 h : Emission médicale, de Pierre Desgraupes, Etienne Lalou et Igor Barrère : « Le rêve ».

Jeudi 16 décembre

A2 - 22 h 10 : L'âme des poètes : Juliette Gréco.

Vendredi 17 décembre

TF1 - 20 h 30 : Au théâtre ce soir : La Rabouilleuse, de Marcel Achard.

FR3 - 20 h 30 : Vendredi, magazine d'information, présente cette semaine une enquête sur un phénomène social récent : l'argent de poche.

A2 - 21 h 30 : Apostrophes : « Quel avenir pour l'homme ? », un médecin, Jean Hamburger, un journaliste, André Fontaine, un scientifique, Albert Ducrocq, et un philosophe, Michel Foucault, répondent à cette question.

Dimanche 19 décembre

A 13 h 20, sur la deuxième chaîne, dans l'émission de Philippe Bouvard : L'huile sur le feu, notre camarade Arlette Laguiller sera opposée à Hélène Missoffe, député, UDR, sur le thème : « Les femmes et la politique ».

FILMS FILMS FILM

LE COUP DE GRACE

de Volker SCHLONDORFF

■ Dernier film du réalisateur de *L'honneur perdu de Katarina Blum*, *Le coup de grâce* s'inspire d'un roman de Marguerite Yourcenar. Ce coup de grâce est celui donné, en 1919, par le revolver d'un officier des corps francs allemands contre-révolutionnaires à une jeune aristocrate ralliée aux Rouges. L'histoire se déroule dans une région de Lettonie, la Courlande, plongée, à la suite de la Russie révolutionnaire, dans la guerre civile.

Si les sympathies du metteur en scène semblent aller aux ouvriers, artisans et paysans communistes en lutte contre les bataillons des armées blanches contre-révolutionnaires, le film s'attache surtout à décrire les relations entre Sophie et l'officier

qui repousse l'amour qu'elle lui témoigne. Une sorte de duel s'engage alors entre les deux protagonistes, l'un cynique, froid et, semble-t-il, indifférent aux avances de la jeune femme parce que beaucoup plus sensible aux charmes... du frère de celle-ci; l'autre, passionnée et provocatrice, qui rallie les rangs des combattants communistes par dépit amoureux plus que par conviction politique.

Laissant à l'arrière-plan l'affrontement social dont la Courlande est alors le théâtre, le metteur en scène peint une histoire psychologique et sentimentale, bien menée certes, mais qui ne réussit pas à toucher réellement le spectateur.

Lucienne PLAIN.



Le grand escogriffe

Incorrigible escroc et arnaqueur, Yves Montand, dit Morland, alias Jimmy, alias Emile, alias Marc-Antoine, traîne sa bosse à travers le monde à la recherche d'un « coup ju-teux » à réaliser.

A force de ruses et de comédies, il entraîne deux de ses anciens complices dans le kidnapping bon enfant d'un bébé. Il veut échanger un enfant loué à la semaine contre le fils d'un horrible milliardaire. Malheureusement pour lui, le milliardaire en question semble préférer le nourrisson en location au sien. Quant aux deux complices, inspirés par le rôle de parents qu'on leur a offert, ils n'aspirent plus qu'à refaire l'échange d'enfants en sens inverse et à garder « le leur ».

C'est dire que l'intrigue est plutôt mince. D'autant que ce film de Claude Pinoteau est d'abord construit sur le jeu d'Yves Montand. Or, malgré le talent de l'acteur, cela ne suffit pas à faire du *Grand escogriffe* un film drôle.

G.L.

Une fille unique

de Philippe NAHOUN

■ Une famille de petits bourgeois paumés et désargentés a pris ses quartiers d'été dans un petit village de l'Yonne. Nous sommes en 1935. La « fille unique », c'est Sophie, qui promène partout ses bouderies, ses exigences, son désarroi et sa recherche d'on ne sait quel bonheur. Gravitent autour d'elle divers personnages : une mère abusive flanquée d'un jeune amant très intéressé à la gestion de ce qui

reste de sa fortune; Thomas, un bel Allemand romantique, invité pour les vacances par son petit ami, le jeune amant dit plus haut; Bruno, un mari tourmenté, pas très convaincant, qui a choisi ce qu'il croit l'avenir, le Parti Communiste et le serment d'union de la gauche.

Tout ce petit monde se regarde vivre. L'atmosphère est ennuyeuse. Sophie esquisse bien, à plusieurs reprises, quelque échappée avec

le bel étranger. Mais tout ce gris vire au noir, au deuil, à la mort. Sophie s'évade symboliquement avec Thomas, pour une nuit, de toute cette incompréhension où elle est engluée.

Ce que dit Philippe Nahoun se déroule sur fond d'Histoire, avec une majuscule. Un pique-nique de gauche, arrosé d'un couplet d'*Internationale*, est troublé par les fascistes. Cela fait pitoyable. C'est un peu ce que cherchait Nahoun,

qui veut critiquer les illusions, le confort moral dans lequel la gauche veut enfermer ceux qui la suivent. Mais c'est tellement vu par le petit bout de la lorgnette, c'est restitué avec de telles libertés, de telles invraisemblances, un tel mépris en fin de compte envers les choses et les idées que cela en est profondément irritant.

Anne GARBE

SELECTION FILM

Josey Wales, hors la loi

Ce western rassemble tous les ingrédients qui entrent dans la production actuelle du genre. Comme Clint Eastwood a tout de même du métier, l'action se déroule à un rythme rapide et le film se laisse voir sans trop d'ennui. Mais la galerie des personnages traditionnels de l'Ouest est, selon la mode du jour, montrée sous son aspect le plus repoussant et une kyrielle de tueurs dérangés, de trappeurs alcooliques et de chasseurs de primes faméliques défilent tout au long du film. Si l'on ajoute à cela que le personnage principal, ancien franc-tireur sudiste qui n'a pas déposé les armes, incarné par Clint Eastwood, à la fois vedette et réalisateur du film, passe son temps à accumuler les cadavres de ses poursuivants, qu'il arrose ensuite d'un jet de salive noirâtre imprégnée de tabac, on aura là l'essentiel du film.

Pierre VERNANT

1900 (2^e partie) : Paysans et maîtres dans un petit village italien pendant la période fasciste et la libération.

Templier (3^e) - Saint-Germain Studio (5^e) (vo) - Arlequin (6^e) (vo) - Paramount Elysées (8^e) (vo) - Cinémond (9^e) - Paramount Bastille (12^e) - Paramount Galaxie (13^e) - Gaumont Sud (14^e) - Bienvenue Montparnasse (15^e) - Clichy Pathé (18^e).

BARRY LYNDON : Une évocation de la société britannique au XVIII^e siècle.

Impérial (2^e) - Gaumont Rive-Gauche (6^e) (vo) - Haute-feuille (6^e) (vo) - Gaumont Champs-Élysées (8^e) - Gaumont Sud (14^e).

UNE VIE DIFFICILE : Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les péripéties d'un militant du PCI, pris entre sa vie personnelle et son activité militante. Avec toutes les illusions qui ont existé pendant ces années. Un film drôle et touchant. Studio Logos (5^e) (vo).

MONSIEUR KLEIN : En 1942, à Paris, un riche amateur d'art alsacien va devenir victime des persécutions antisémites.

Capri (2^e) - UGC Opéra (2^e) (5^e) (vo) - Olympic (14^e) (vo) - Odéon (6^e) - Biarritz (8^e) - Paramount Montparnasse (14^e) - Tourelles (20^e).

WINSTANLEY : La Révolution anglaise du XVII^e vue au travers d'une communauté

Pagode (7^e) (vo). des Diggers (manieurs de bêtes).

Studio de la Contrescarpe (5^e) (vo) - Olympic (14^e) (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU : Dénonciation de certaines méthodes utilisées dans les cliniques psychiatriques.

UGC Opéra (2^e).

L'ENFANT SAUVAGE : L'histoire de Victor de l'Aveyron, « un enfant sauvage », racontée par Truffaut. Studio Cujas (5^e).

AVOIR 20 ANS DANS LES AURES : Comment des jeunes appelés réagissent à la « sale guerre » d'Algérie sur le terrain.

Acacias (17^e).

LE SHERIF EST EN PRISON : Une parodie de wes-

tern qui se moque du mythe du justicier. Le shérif est un jeune Noir, les Indiens parlent yiddish. On rit beaucoup de la bonne morale américaine.

New-Yorker (9^e) (vo) - Boîte à films (17^e) (vo).

SOLDAT BLEU : Un jeune soldat découvre la guerre contre les Indiens et les massacres perpétrés par les troupes des Etats-Unis.

Boîte à films (17^e) (vo).

HAROLD ET MAUDE : L'amitié d'une femme de 80 ans et d'un jeune adolescent. Un film drôle et sympathique. Luxembourg (6^e) (vo).

J'AI MEME RENCONTRE DES TZIGANES HEUREUX : La vie d'un groupe de Tziganes en Yougoslavie.

UN RÉFÉRENDUM SIGNIFICATIF

Le 15 décembre, le peuple espagnol sera appelé à se prononcer par référendum sur le projet de « réforme politique » déjà adopté par les Cortes. Et la manière dont se déroule la campagne électorale en cours, précisément au moment où une série de mouvements de grève paralysent de nombreuses entreprises, est bien significative du contenu de la « libéralisation » juan-carliste.

Si la presse française présente en effet volontiers ce référendum comme le symbole de l'entrée de l'Espagne dans l'ère de la Démocratie (avec un grand D), sa préparation rappelle énormément celle des consultations du même genre organisées du vivant de Franco. Le gouvernement déploie une intense propagande pour le « oui ». La police fait la chasse aux propagandistes de l'abstention, menacés de poursuites judiciaires, et beaucoup de gens iront sans doute voter contraints, à cause des menaces plus ou moins voilées dirigées contre les abstentionnistes. Bref, s'il s'agit officiellement de dire « oui » à la libéralisation, c'est avec des méthodes directement héritées du franquisme que le gouvernement Suarez a décidé d'obtenir le « oui », « franc et massif » comme aurait dit De Gaulle, dont Juan Carlos a besoin pour étayer sa légitimité.

La politique du gouvernement par rapport aux différentes organisations de l'opposition est d'ailleurs tout aussi significative du caractère limité de la libéralisation en cours. La plupart des partis de cette opposition avaient pourtant fait preuve d'une volonté manifeste de

collaboration avec le régime. Dès l'annonce du référendum, ils s'étaient déclarés prêts à négocier avec le gouvernement, abandonnant à son sort le Parti Communiste qui se déclarait, lui, partisan de l'abstention pour le cas où il n'obtiendrait pas de garantie quant à sa future légalisation. Mais les formations de l'opposition qui se sont ainsi montrées prêtes à collaborer sans condition avec le gouvernement ont été bien mal récompensées de leur bonne volonté, puisqu' aussitôt après, celui-ci avait annoncé que la campagne légale du référendum ne serait ouverte qu'aux associations politiques héritées du franquisme, et que les partis « légalisables » (c'est-à-dire toute l'opposition, sauf le Parti Communiste) n'auraient accès à la radio et à la télévision qu'en fonction du bon plaisir gouvernemental.

Du coup, l'opposition s'est sentie moins pressée de laisser choir le Parti Communiste. Celui-ci a été invité à désigner son représentant à la commission de l'opposition qui doit négocier avec le gouvernement les problèmes posés par le référendum et les prochaines élections.

Mais le 7 décembre, cette commission n'avait toujours pas été reçue par le gouvernement, qui faisait pression pour que le reste de l'opposition renonce à la présence d'un représentant du PCE. On se demande bien ce qu'il pourra rester à négocier sur la campagne du référendum, si cette rencontre est encore retardée. Et on se demande bien aussi ce que peuvent signifier les déclarations des formations de l'opposition



Juan Carlos prête serment. La « libéralisation », une opération politique dans l'intérêt des classes possédantes espagnoles.

qui annoncent qu'elles appelleront à l'abstention si elles n'obtiennent pas les garanties nécessaires alors que nous ne sommes qu'à quelques jours du référendum.

Puisque les deux partis socialistes, le Parti Socialiste Ouvrier et le Parti Socialiste Populaire ont désigné chacun, à cet effet, leurs secrétaires généraux respectifs, Felipe Gonzalez et Tierno Galvan, le PCE aurait d'abord désigné son secrétaire général, Santiago Carrillo. Mais même s'il accepte de négocier avec le PCE, le gouvernement espagnol peut difficilement accepter de négocier avec un dirigeant politique qu'il tolère certes manifestement sur le territoire espa-

gnol, mais auquel il a toujours, jusqu'à présent, refusé un passeport. Depuis, le PCE a parlé de désigner un autre de ses dirigeants, Simon Sanchez Montero, pour le représenter à cette commission. Mais il n'est pas sûr que cela suffise à lui permettre cette première reconnaissance de fait.

Bien que le Parti Socialiste Ouvrier ait finalement obtenu de pouvoir tenir son congrès à Madrid, en présence des dirigeants des principaux partis socialistes européens venus lui apporter leur caution de partis de gouvernement responsables, le problème de la légalisation des partis et syndicats ouvriers n'est donc pas encore définitivement tranché en Espagne.

Sans compter que cette légalisation ne signifiera pas automatiquement pour les travailleurs la liberté réelle de s'organiser et pour les différentes tendances du mouvement ouvrier la possibilité de défendre ouvertement leur programme.

Depuis un an, les choses ont certes bien changé en Espagne. Mais au fur et à mesure que la libéralisation juan-carliste se concrétise, elle apparaît de plus en plus ouvertement pour ce qu'elle est : une opération politique menée par des réactionnaires « éclairés », dans l'intérêt avant tout des classes possédantes espagnoles.

François DUBURG.

Suisse

Le rejet des 40 heures... en toute démocratie bourgeoise

La Suisse a des institutions démocratiques. N'importe quel citoyen peut y faire organiser un référendum populaire, sur la question de son choix, à condition que son projet ait reçu l'approbation signée de 40 000 personnes.

C'est ainsi qu'à l'initiative de trois organisations de gauche et d'extrême-gauche (dont la Ligue Marxiste Révolutionnaire, section suisse de la IV^e Internationale), soutenues par le parti communiste, le « Parti du Travail », les électeurs helvétiques étaient conviés à se prononcer, le dimanche 5 décembre, par référendum, sur la question de l'introduction des quarante heures hebdomadaires de travail au lieu des 45 heures légales actuelles).

Mais l'initiative s'est soldée par un échec : 1314 124 électeurs ont refusé la diminution du temps de travail, contre 370 436 qui se sont prononcés pour.

Cela montre bien les limites de la soi-disant démocratie bourgeoise. Tout d'abord, les principaux intéressés par ce projet, les 700 000 travailleurs immigrés que compte la Suisse, n'avaient pas voix au chapitre : ils ont le droit de travailler, mais pas de voter. Et si les résultats semblent montrer que les travailleurs, dans

l'ensemble, étaient partisans d'un allègement de la semaine de travail — ce sont dans les circonscriptions ouvrières que le projet a rassemblé les plus fortes proportions de votes favorables —, leurs voix n'ont pas pesé bien lourd dans la balance.

Et pour cause ! La Suisse compte bien plus de riches bourgeois, des villes et des campagnes, que d'ouvriers d'usine. Elle compte aussi un bon nombre de réactionnaires racistes qui craignent qu'une réduction du temps de travail n'amène chez eux un plus fort contingent de travailleurs immigrés.

Alors, bien sûr, la population s'est prononcée, en toute démocratie bourgeoise, et a entériné le rejet des 40 heures. La voix de tous ceux qui ne travaillent pas et qui même exploitent le travail des autres, a étouffé de son poids électoral la voix des travailleurs. C'était prévisible.

Si les ouvriers doivent en tirer une leçon, ce n'est pas qu'ils doivent s'incliner devant la soi-disant démocratie, au contraire. Ils n'ont rien à attendre des institutions bourgeoises — aussi démocratiques en soient les formes — et seule leur lutte peut payer.

Philippe MERU

AGNELLI A KADHAFI :

"Votre argent m'intéresse"

La récente participation de 10 % de l'Etat lybien dans le capital du trust italien Fiat a suscité, comme on pouvait s'y attendre, de nombreux commentaires. Après la récente augmentation de la participation de l'Etat iranien au capital de Krupp, certains n'ont pas manqué de faire remarquer que les pays producteurs de pétrole étaient désormais les véritables maîtres de l'économie mondiale. Dans le cas de Fiat, le symbole serait encore plus évident puisque l'Italie, ancienne puissance colonisatrice en Lybie, se ferait à son tour coloniser par cette dernière !

Mais la réalité est bien différente. La Lybie est loin de devenir impérialiste. Elle est même loin de simplement « décoller » économiquement et d'être en mesure de s'industrialiser quelque peu.

Certes, au cours des trois dernières années, les pays producteurs de pétrole ont vu leurs ressources en devises augmenter considérablement. Mais que faire de ces surplus ? Leurs pays sont trop pau-

vres, leurs marchés nationaux trop étriqués pour pouvoir espérer un quelconque profit en investissant sur place.

Alors l'argent va à l'argent, et celui des pays sous-développés aux caisses des trusts des pays développés... (soit sous forme d'achats de produits manufacturés — produits de luxe ou armes —, soit sous forme d'investissements directs de capitaux dans les coffres des trusts européens.

C'est ce que fait Kadhafi aujourd'hui. Et Agnelli, le P-DG de la Fiat, en est pleinement satisfait. Avec la crise, ses affaires connaissent quelques difficultés et les fonds apportés par le leader arabe contribueront à les atténuer. Et comme cette participation lybienne est trop faible pour donner à Kadhafi un quelconque pouvoir de décision, aucun danger !

Ainsi va le monde impérialiste. Quand les pays sous-développés sont pauvres, ils le restent ; quand ils ont quelques capitaux, ils ne peuvent que les mettre à la disposition des impérialistes occidentaux.

René BLIARD